

N°1  
**OCT.**  
**2010**

REVUE  
THÉORIQUE  
MENSUELLE  
DU PCF

**P.3** ÉDITO

**VOS CRITIQUES,  
NOTRE TÉNACITÉ**

Par **PATRICE BESSAC**

**P.16** COMBAT D'IDÉES

**LA RENTRÉE DES  
«THINK TANKS»**

Par **GÉRARD STREIFF**

**P.26** COMMUNISME  
EN QUESTION

**MORALE ET  
POLITIQUE**

Par **YVON QUINIOU**



**LA REVUE DU  
PROJET**

► **P.6** LE DOSSIER

**LA SÉCURITÉ**

Par **OLIVIER GEBUHRER\***

## LA PUISSANCE DU RÊVE

**Deux chercheurs français viennent d'obtenir la plus haute distinction mathématique mondiale. Quand la science confine au rêve et à l'utopie.**

**C**édric Villani, 36 ans, directeur de l'Institut Henri Poincaré (Paris), et Ngo Bao Chao, 38 ans, professeur à Paris-Sud, sont deux des quatre lauréats de la plus haute distinction mathématique mondiale, décernée par le Congrès Mathématique Mondial qui, cette année avait lieu à Hyderabad (Inde). En Mathématiques, le prix Nobel n'existe pas.

Le second des deux lauréats est l'auteur d'une preuve en Théorie des Nombres qui démontre une conjecture fondamentale énoncée en 1987 ; on ne peut en présenter un condensé accessible ici ; ces travaux considérables mêlent à un niveau exceptionnel divers outils et technologies mathématiques de la plus haute élégance qu'il conduit à un point d'achèvement.

Laissons maintenant parler Cédric Villani : « *C'est surtout utile aux ingénieurs aéronautiques et à ceux qui travaillent sur des plasmas, par exemple pour les problèmes de fusion* », a-t-il précisé. En ce qui concerne le futur réacteur expérimental à fusion nucléaire (ITER), « *je suis à l'extrémité la plus théorique de ceux qui travaillent sur ce sujet* », souligne-t-il.

Un plasma est une phase de la matière constituée d'ions et d'électrons ; on l'obtient artificiellement en chauffant suffisamment un gaz ; cette phase de la matière est la plus courante dans l'univers ; électriquement neutre, cette phase donne naissance à des comportements inconnus chez les fluides en présence notamment d'un champ électromagnétique. En 1946, le physicien soviétique L. Landau sut prédire un comportement tendant à un état stable même en l'absence de collisions entre particules ; mais cette découverte fondamentale, compte tenu de l'époque, supposait les « modèles » utilisés linéaires ; les équations qui régissent l'évolution des plasmas sont non linéaires et Cédric Villani a ainsi achevé la preuve de la conjecture de Landau ; ceci constitue une étape indispensable vers le contrôle de la fusion thermonucléaire qui est envisagé à une échelle de 25 ans (optimiste) voire 50 (pessimiste) ; le contrôle de la fusion thermonucléaire serait un pas de géant pour la maîtrise de la production d'électricité sans déchets radioactifs.

Deux travaux aux antipodes mathématiques l'un de l'autre et dont l'un des points communs ultimes est la puissance du rêve. ■

\* **Olivier Gebuhrer** est responsable de la commission Enseignement supérieur et recherches

2

## SOMMAIRE

**2** SCIENCES par **Olivier Gebuhrer**  
La puissance du rêve

**3** ÉDITO par **Patrice Bessac**  
Vos critiques, notre ténacité

**4** FORUM DES  
LECTEURS/LECTRICES

**6-15** LE DOSSIER **LA SÉCURITÉ**

**Isabelle Lorand** Délinquance urbaine, la société est malade des inégalités

**Laurent Bonelli** Pour une histoire sociale de la sécurité

**Jean-Marie Doussin** Les mesures sécuritaires de Sarkozy

**Nicole Borvo** La justice pénale

**Serge Garde** D'urgence repenser l'insécurité

**Gilles Garnier** Tranquillité publique, la police municipale une fausse bonne réponse

**Philippe Aoustin** Le rôle et le positionnement des polices municipales

**Gilles Poux** Comment reprendre pied dans le débat sur la sécurité ?

**Santiago Serrano** Un monde sans drogue ?

**Ian Brossat** La guerre aux familles aura-t-elle lieu ?

**Jean-Michel Daquin**

Concevoir un projet de ville solidaire

**Stéphane Bonnery** Violences à l'école, des clés pour un débat piégé

**16** COMBAT D'IDÉES

**Gérard Steiff** La rentrée des think tanks

**SONDAGES** Le déclassé social

**19-22** NOTES DE SECTEURS

**Xavier Compain** Conquérir de nouvelles politiques agricoles

**Alain Morin** Rapport Camdessus, l'austérité pour l'éternité

**Laurence Cohen** Les femmes, toujours les premières concernées dans les luttes

**Hervé Bramy** Pour une écologie citoyenne

**23** REVUE DE LIVRES  
par **Alain Vermeersch**

**25** CRITIQUES

Coordonnées par **Marine Roussillon**

**26** COMMUNISME  
EN QUESTION

**Yvon Quiniou** Morale et politique

**28** AGENDA

**29** APPEL À COMPÉTENCES

**30** CONTACTS / RESPONSABLES  
DES SECTEURS

**PATRICE BESSAC**, responsable du Projet



## VOS CRITIQUES, NOTRE TÉNACITÉ

**S**oyons clairs ! A l'occasion de ce premier numéro de la *Revue du Projet*, nous ne nous attendons pas à recevoir des tombereaux de fleurs mais bien plutôt une avalanche de critiques. Donnez-vous en à cœur joie ! Écrivez vos attentes, vos coups de colères, écrivez tout ce que vous voulez, mais écrivez ! Vos critiques sont précieuses à l'avenir de ce projet : nous les attendons avec impatience.

L'équipe qui a commencé à se constituer autour de la *Revue* est une équipe tenace. À cette ténacité une raison profonde. Chacun, chacune de ses membres pensent que l'existence de cette revue répond à une mission d'intérêt général : partager, mettre en commun, créer un espace qui soit l'un des lieux du mouvement des idées pour penser l'alternative au capitalisme, au service du Parti communiste français, et au service du mouvement critique.

Qu'il pleuve, qu'il neige ou qu'il vente, cette revue sortira le 1<sup>er</sup> jour de chaque mois. Nous y consacrons l'énergie nécessaire pour cela. D'ici juin, cela signifie que nous publierons neuf numéros. **Votre apport, l'apport des militantes et des militants, sera la matière la plus précieuse pour réussir.** Je me répète donc encore une fois : prenez votre plume et écrivez-nous.

### Trois remarques à présent sur les rubriques et la suite.

#### Première remarque.

Nous avons fait le choix d'un grand dossier, constitué de points de vue assumés par leurs auteur-es. Le but est d'ouvrir un débat puis deux mois après de produire une synthèse, une "fiche" politique sur le sujet, proposant un positionnement pour notre parti et ainsi la construction de points de vue et de propositions partagées.

#### Deuxième remarque.

Nous publions les notes des secteurs de travail nationaux. Le fait est que de nombreux secteurs de travail produisent et que ce travail n'est connu de personne. *La Revue* défendra la logique de partage permanent du travail existant dans le parti comme

l'une des conditions d'une efficacité nouvelle, politique et démocratique.

#### Troisième remarque.

Nous lançons un appel à toutes les compétences. Intellectuelles, sociales, syndicales, politiques, militantes, techniques. Nous invitons chaque lectrice, chaque lecteur à prendre le temps d'y réfléchir une seconde. Le Parti communiste français est riche d'un potentiel humain qui est sa force principale, un potentiel en jachère. Parvenir à cultiver ensemble ce jardin est une tâche urgente.

**Et maintenant, travailler sur le projet, c'est quoi ?** Le Comité du projet se penchera le vendredi 15 octobre lors de sa première réunion sur le sujet.

Dès maintenant, il est, me semble-t-il, trois domaines pour lesquels il faut éclaircir notre point de vue.

#### QUE SE PASSE-T-IL ?

La nature des principaux enjeux contemporains. À mon sens, les vingt prochaines années se résument à l'idée de crise de civilisation ou encore de crise anthropologique, de crise du devenir humain et de sa niche écologique, la planète terre. Notre problème principal n'est pas de mieux traiter la crise écologique, ou la crise du travail ou encore la crise du système productif mais d'accéder à la pensée de l'ensemble. Pour la première fois dans l'histoire de l'Humanité, notre organisation sociale par son caractère de "société-monde" fait peser un risque global et majeur à la survie de l'Humanité en tant qu'espèce civilisée.

#### Trois exemple à l'appui.

Nous vivons actuellement la sixième phase d'extinction massive des espèces vivantes, bientôt à un rythme plus rapide que les cinq phases géologiques précédentes. Certaines prévisions, notamment de la CIA, prévoient à court terme des déplacements de population de l'ordre de 500 millions du fait de la désertification.

L'affaiblissement constant des démocraties occidentales avec comme corollaire la montée des populismes et, dans les classes dominantes, de

stratégies de contournement des processus démocratiques.

La fin de la guerre froide et l'effondrement de l'Est a eu comme effet, entre autres, d'accélérer violemment l'organisation des sociétés autour d'un seul critère : la rentabilité financière.

Si la source essentielle des désordres actuels est connue, penser l'ensemble, c'est tenter de dire en quelques mots la cohérence essentielle des sociétés actuelles et les défis fondamentaux que l'Humanité devra affronter dans l'avenir. Socialisme ou barbarie, cette alternative est probablement plus que jamais aujourd'hui au bout de cette tentative de penser l'avenir.

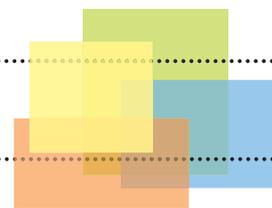
#### COMMENT CHANGER ?

D'un regard sur l'histoire, je tire comme conclusion que l'essentiel du travail sur le projet est de permettre l'identification de notre combat, du combat communiste, du combat d'alternative au capitalisme, à quelques "grands fondamentaux". Loin de moi l'idée de philosopher en pantoufle et de ne pas s'occuper des réponses immédiates, notamment pour l'horizon 2012. Cependant, au nom de quelles grandes idées pour l'avenir de notre société, de la civilisation humaine, conduisons nous notre action ? Changer les modes de production actuels, de consommation, dépasser le salariat, changer le rapport à la nature, oui mais au nom de quels principes ? Penser les grands traits mondiaux du changement de société.

#### AVEC QUI TRAVAILLER ? COMMENT ?

Nous devons nous faire une opinion de la durée de ce travail et de son rapport avec les forces critiques qu'elles soient populaires, intellectuelles, militantes, politiques ou syndicales. Quelle est notre conception de long terme de l'unité sur le projet politique ? À mes yeux, l'essentiel est de mettre l'accent sur le mouvement, c'est-à-dire notre capacité de nouer des relations vivantes de travail avec tous les acteurs et actrices disponibles.

#### Au mois prochain.



## La Fête de l'Humanité a permis à *La Revue du Projet* d'aller à la rencontre des militants et militantes communistes pour inaugurer cette rubrique.

Au prochain numéro, à vous la parole à l'adresse mail suivante : projet@pcf.fr

## L'implication de toutes et tous est nécessaire

**Pierre et Dominique** de Haute-Garonne qui étaient déjà en retard pour un débat « Des mouvements de libération remettent en cause le capitalisme et même en crise, il résiste. Quelle est sa force pour mieux le combattre ? L'implication de toutes et tous, cheminots, universitaires, associatifs et de beaucoup d'autres, est impor-

tante pour mieux faire voir un contre-projet. Contre-projet qui manque aujourd'hui. Le déficit de cohérence de toutes nos propositions pose problème au quotidien. En bref, on ne sait plus ce qui fait l'identité des communistes. Que dit-on sur l'agriculture, l'éducation, le travail... ? Avoir un regard sur les expériences » ■

4

### LA REVUE, UN OUTIL

**Jean-Luc** prend quelques minutes pour arrêter son activité sur le stand de Mitry et donner son point de vue « Une revue sera très utile, il en est sûr. Beaucoup de questions sur l'utilité de rester au Parti existent, certains l'ont déjà quitté et j'ai mal de ces départs. Je suis pour maintenir des liens avec elles et eux. Je ne quitte pas le Parti mais il faut que les choses changent et vite. Je vois de la théorie, des objectifs partagés et les communistes co-auteurs de tout cela. Un regard sur la société réelle et pas sur un rêve. Une des explications de notre difficulté actuelle est notre désertion des cités populaires. Les propos racistes, même au PC, je les combats. Ne plus dire des choses à la volée, la complexité des choses est aussi une richesse. Le renforcement du Parti est la question principale, sinon c'est la petite mort, c'est existentiel. Dire absolument : on a un bout de chemin à faire ensemble, on n'encarte plus, on entre et on en sort. Faire du lien. » ■

### Aller sur le fond, aller vite : une contradiction ?

**Cyril** accoudé au bar du stand du Puy-de-Dôme

« La méconnaissance des prises de position pose un vrai problème. Sans *l'Humanité*, on ne saurait rien. Où en est-on sur tel ou tel sujet ? On va souvent chercher ailleurs, c'est bien mais là je voudrais que les communistes s'expriment. Ne pas travestir la réalité sur nos faiblesses. Acter des différences, montrer une cohérence, l'originalité de nos propositions.

Montrer notre capacité à monter un projet, cela nous manque. Nous ne sommes pas un îlot montrer les réactions en chaîne, le long terme sur un sujet aujourd'hui brûlant. Je repense à la Burqa : Pourquoi Gérin a-t-il eu cette action ? À quelle fin ? J'ai eu beaucoup de débat en interne mais pas assez alimenté pour avancer sur la question tous et toutes ensemble. C'est encore un sujet qui divise les communistes et qui fait venir sur des notions importantes comme : le respect de chacun et chacune, les musulmans, le féminisme, la laïcité, le colonialisme. On ne profite pas de la réflexion collective. Il faut entrer dans un processus». ■

« Ne pas travestir la réalité sur nos faiblesses. Acter des différences, montrer une cohérence, l'originalité de nos propositions. »

## Être clair pour le plus grand nombre

**Sophie** avec le bel accent de Marseille « Le projet tout d'abord, ce n'est pas un programme. Une société solidaire, la démocratie...être clair pour le plus grand nombre. Il y a trop de cloisonnement. On ne peut pas laisser les choses entre initiés.

Le web, c'est bien, ça me va. Nous sommes dans ma section un tiers seulement à avoir cet outil. Mais on va faire du lien autour de la revue et c'est très bien ! Cela enrichira le rapport que l'on a entre nous.

Sur formation, on avance bien. Mais c'est drôle, on a beaucoup de demandes et ensuite peu de monde se déplace le jour dit. Il existe un blocage. Il faut travailler ce blocage, on s'y attelle. Cela passe par la valorisation, ce que nous ne savons pas faire du tout ! Il faut donner confiance à la participation citoyenne, à l'écriture. » ■

« Comment sortir des constats, des données brutes, comment arriver à tout mettre en perspective surtout en ne partant pas de nos seules références ? »

## QUELS SONT NOS MARQUEURS IDENTITAIRES ?

**Fabienne du Vaucluse** : « On confond le programme et le projet, le type de société se dit synthétiquement. Qu'entend-on par socialisme d'émancipation ? On en n'a jamais débattu. Ou encore société éco-progressiste ?

Il faut clarifier notre projet et le programme partagé avec le Front de gauche dans le même mouvement.

D'après un sondage, le PCF est moins perçu comme voulant changer la société ? Que disons-nous ? Qu'est-ce que cela reflète ?

Des notions comme appropriation sociale, gratuité, ou encore accession à la propriété sont à approfondir. Le partage de la pauvreté, ce n'est pas nous, on a une autre ambition. » ■

« Je trouve très bien que le premier dossier soit sur la sécurité. On ose ! Attention par exemple au Blanc-Mesnil cette préoccupation est première. Des lieux deviennent partout invivables, que dit-on ? Quelles sont nos solutions ? Quels contacts ? ».

## LA REVUE, UN LIEU IDENTIFIÉ PAR CHACUNE ET CHACUN

**Nathalie** met l'accent sur le compte-rendu des collectifs nationaux notamment dans les domaines de l'écologie, le travail. J'en ai besoin autant dans le cadre de ma collectivité territoriale en Seine-Saint-Denis que dans mon militantisme au quotidien. J'ai besoin de nourrir ma réflexion, de travailler, c'est quand même frustrant que le Parti produise mais que toi de ton côté tu l'ignores.

Je ne souhaite pas une compilation, je veux que cela soit directement utile aux militants. Il faut rendre les choses synthétiques. Si on exposait mieux les choses, on les prendrait mieux aussi.

Être lisible, clair sur la pollution, la mal bouffe la santé avec des idées fortes, des points de repères.

Dans le travail aujourd'hui ce qui monte c'est la question de la reconnaissance, de la souffrance, je le vois dans ma propre collectivité. L'urgence est là. Parler des nouvelles formes d'exploitation, insidieuses que l'on décrypte mal seul et sans recul, ce n'est pas oublier de parler de ce qui est chez nous, traditionnel, des salaires et de l'emploi. Faire des grilles de lecture, des mécanismes à expliquer. Toutes ces questions restent sans traitement politique aujourd'hui. On ne fait que les dénoncer. Avec le regard des salarié-es, des sociologues et des politiques, cela se connecte, tu es dans la réalité de quelque chose. ■

Pages réalisées par **CÉCILE JACQUET**

Édito

**Plus caricaturale que jamais, la politique de sécurité du gouvernement se résume à une politique pénitentiaire et stigmatisante pour les plus démunis.**

Pourtant, la droite sarkoziste, qui ne jure que par le seul volet répressif, ne peut plus cacher ses échecs successifs. Les enjeux de sécurité publique sont ainsi devenus de véritables enjeux de civilisation. Vivre en sécurité est un droit élémentaire et une condition de la liberté.

**La Revue du Projet ouvre le débat avec ce dossier.**

Nous avons voulu traiter le sujet à partir de plusieurs angles d'approches police, justice, éducation, urbanisme, services publics, vivre ensemble, tous plus décisifs les uns que les autres. L'expérience citoyenne, ainsi que celle des élus, permet au PCF de porter de fortes propositions alternatives aux seules logiques sécuritaires.

## DÉLINQUANCE URBAINE, LA SOCIÉTÉ EST MALADE DES INÉGALITÉS

Par **ISABELLE LORAND\***

**N**ous militants, élus de proximité, sommes interpellés par les habitants : incivilités, délits et même parfois violence dégradent leurs vies déjà si dures. Et face aux arguments sécuritaires et populistes, les solutions complexes et inscrites dans le temps sont difficiles à porter. Encore qu'il ne faille pas sous-estimer l'évolution de l'opinion publique. Les caméras et autres outils de surveillance, l'aggravation des sanctions, la multiplication des gardes à vue... commencent à être appréciées à leur juste valeur : inefficaces et dangereuses. L'expérience aidant de plus de plus de nos concitoyens considèrent que le cœur du problème est une politique extrêmement inégalitaire, que le tous contre tous - nec plus ultra chez les puissants - contamine l'ensemble de la société. Il devient de plus en plus audible que les services publics de proximité, la présence humaine à l'école comme dans les cages d'escalier, la qualité des espaces communs, la vie associative, évidemment l'emploi et le pouvoir d'achat... mais aussi la qualité du rapport avec les politiques, la police, la justice, les intervenants sociaux... sont les pistes d'avenir. En un mot, une autre idée du vivre ensemble. ■

\*Isabelle Lorand est responsable au comité exécutif du PCF des libertés et des droits de la personne

## POUR UNE HISTOIRE SOCIALE DE « L'INSÉCURITÉ »

**À l'heure où la sécurité est érigée en « première des libertés », l'époque où la violence et la délinquance étaient considérées comme le résultat de « ratés » de la socialisation et de comportements dont on ne doutait pas que le développement économique et social du pays finirait par les discipliner, semble lointaine et révolue.**

Par **LAURENT BONNELLI\***

En politique, l'« insécurité » est désormais un mal qui explique tout, ou presque. Peu après l'émeute du quartier de la Villeneuve à Grenoble, consécutive à la mort d'un jeune dans un échange de tirs avec la police à la suite d'un braquage ; et la mise à sac par des gens du voyage de la gendarmerie de Saint-Aignan, après que l'un des leurs décède sous les balles d'un militaire, alors qu'il tentait de forcer un barrage routier, M. Frédéric Lefebvre, porte-parole de l'Union pour un mouvement populaire (UMP) déclarait : « la très forte abstention aux régionales (de mars 2010) a traduit de nouvelles attentes des Français, notamment sur la question des gens du voyage et des Roms. Ils veulent aussi une fermeté totale contre l'économie

souterraine, cancer des sociétés modernes auquel nous avons décidé de déclarer la guerre » (Le Figaro, 9 août 2010). Imputer à ces questions plus de vingt millions d'abstentionnistes, voilà qui est audacieux et mériterait sans doute de figurer dans les annales de la sociologie politique... Pourtant, si le caractère fantaisiste du propos ne discrédite pas immédiatement son auteur, c'est peut être parce dans les débats sur la sécurité, l'outrance l'emporte souvent sur la raison. En attestent les déclarations récentes du gouvernement et de nombre d'élus de la majorité, proposant de punir pénalement les parents de mineurs délinquants récidivistes, de déchoir de la nationalité française certains criminels, de démanteler 300 campements illégaux de Roms avant le mois d'octobre, et même de sanctionner les

municipalités qui « ne se conforment pas à leur obligation de sécurité ». Il est vrai que depuis 2002, ce thème semble avoir plutôt profité à l'UMP et que l'attention qu'il lui porte est constant. Qu'on en juge plutôt : entre 2002 et 2010, pas moins de treize lois spécifiques ont été votées, plus de quarante ont modifié le code de procédure pénale et plus de trente, le code pénal... Pourquoi une telle inflation ? Certains esprits chagrins feront valoir que le regain actuel d'attention pour la sécurité vise à faire peut être oublier les effets de la crise économique, ou plus récemment les multiples rebondissements de l'affaire Woerth ou le fort impopulaire projet de réforme des retraites. L'explication est sans doute juste, mais elle demeure insuffisante. **Depuis la fin des années 1990, l'« insécurité » s'est en effet imposée comme l'une des manières privilégiées pour parler de la réalité quotidienne de milieux populaires qui ne participent au jeu politique que de manière de plus en plus intermittente. Qu'il s'agisse du chômage des jeunes, de l'illettrisme, de l'absentéisme scolaire, de la maltraitance, de l'urbanisme ou de la santé mentale, tout semble ramener invariablement à la délinquance et à « l'insécurité ».** Ce qui révèle que pour un nombre croissant d'élites politiques, mais aussi médiatiques, administratives, voire académiques, les comportements d'une fraction des jeunes populaires, comme plus largement la vie quotidienne des banlieues ouvrières en déclin relèvent d'abord de la thématique de la sécurité. C'est précisément ce « ça va de soi » (ou cette doxa) sécuritaire qu'il faut questionner. Non pas que la violence ou la délinquance soient dépourvues de réalité ou qu'il ne soit pas légitime de s'en préoccuper, mais parce que la reformulation en ces termes de ce qui pouvait relever à d'autres périodes de la question sociale, ne va justement pas de soi. En tout cas, le succès de cette représentation commune n'est pas une conséquence mécanique et inévitable d'une « flambée » de la petite délinquance, invoquée régulièrement pour la justifier. Outre le fait que cette flambée reste sujette à caution, la « délinquance » comme la « violence », ne constituent pas des catégories immuables et naturelles. Elle résultent au contraire de processus sociaux de définition. Il existe en effet des formes de violences interpersonnelles (ou contre les biens)

qui ont des effets concrets, mais leur signification ne peut être séparée, y compris pour ceux qui en sont victimes, des cadres construits dans lesquels elles trouvent un sens. Sans même réfléchir ici sur les conditions dans lesquelles certains actes sont tolérés dans certains groupes sociaux et prescrits dans d'autres, ni sur les dynamiques par lesquelles ils deviennent des infractions pénalement répréhensibles, retenons que la transgression de la loi ne suffit pas pour constituer un « problème social ». Nombre de lois et de règlements sont violés quotidiennement dans de fortes proportions sans susciter de mobilisations particulières. Pour comprendre le changement d'échelle qui s'opère lorsque certaines formes de déviations accèdent au statut de « problème social », il faut revenir sur le travail de groupes capables de pro-

duire des nouvelles catégories de perception du monde social. Ce qui revient à dire qu'aux changements objectifs, sans lesquels le problème n'accéderait pas à l'existence, s'ajoute un travail spécifique d'énonciation et de formulations publiques, c'est-à-dire une entreprise de mobilisation d'acteurs maniant des catégories universalisantes (hommes politiques, journalistes, universitaires) qu'il faut chaque fois questionner et mettre à jour.

Le terreau sur lequel prospère « l'insécurité » comme catégorie de pensée est d'abord celui d'une transformation des conditions de vie de l'ensemble des classes populaires, sous l'effet du passage à un modèle post-fordiste de production à partir de la seconde moitié des années 1970. Les entreprises fortement consommatrices de main d'œuvre délocalisent leurs activités dans les pays du

## LES MESURES SÉCURITAIRES DE SARKOZY

Le projet de « loi d'orientation et de programmation pour la performance de la sécurité intérieure » (LOPPSI 2) fixe les grandes orientations des forces de l'ordre pour 5 ans (2009-2013). Ce texte est devenu le véhicule législatif du tournant sécuritaire amorcé par N. Sarkozy le 30 juillet dernier à Grenoble.

Nombre d'amendements ont été retenus par le Sénat qui durcissent sa politique en matière de répression des délits et des crimes. Le texte organise ainsi la violation du principe de la proportionnalité des peines et celui de l'individualisation, en aggravant de manière quasi systématique les sanctions pénales déjà existantes.

Elles concernent l'extension des peines planchers aux primo délinquants réservées jusqu'à présent aux récidivistes, l'aggravation des peines pour les meurtres des policiers avec 30 années incompressibles. La déchéance de la nationalité ainsi que la comparution immédiate des mineurs.

Le projet systématise le fichage, tant des victimes que des témoins, sans parler des personnes ayant été poursuivies mais n'ayant fait l'objet d'aucune condamnation.

On peut ajouter à cet arsenal la mise en place de 60 000 caméras de vidéo surveillance d'ici à 2012 (Cette disposition oblige les collectivités locales à développer les délégations de service public à des officines privées, pour un marché très juteux, celui de la surveillance privée) et l'extension du port du bracelet électronique aux récidivistes condamnés à une peine de plus de 5 ans de prison. S'inscrivent dans ce dispositif les étrangers en attente de leur expulsion pour terrorisme.

Une disposition rend les étrangers qui dérogent aux obligations de présentation périodique à la police, passible d'un an de prison. Le non respect de l'assignation à résidence est déjà passible pour les étrangers de 3 années de prison. L'évacuation d'office pour les caravanes et camping-car visant notamment les gens du voyage a été étendue aux « campements illicites ».

**JEAN-MARIE DOUSSIN**

Sud ou font des efforts d'automatisation et d'informatisation, générant un chômage de masse, qui s'est conjugué avec la généralisation du recours aux intérimaires et aux emplois temporaires. Ces deux facteurs ont accru la précarisation des conditions des milieux populaires que l'avènement d'une société salariale (basée sur la croissance économique et un état social fort) avait contribué à réduire. Ce qui a généré simultanément des désordres, modifié le cadre dans lequel ils étaient perçus et radicalisé les compétitions au sein de ces milieux.

Les désordres urbains, la petite délinquance ou plus généralement la « débrouille » quotidienne des « jeunes sans affectation » ou de certains migrants récents sont d'autant plus mal perçus dans les quartiers populaires, qu'ils traduisent l'affaiblissement de la domination des « établis » (established) sur les « marginaux » (outsiders). (Elias et Scotson, 1997) Les plus ancienne-

ment installés ont tendance à faire bloc face aux nouveaux venus, considérés comme des intrus et stigmatisés comme des gens à moindre valeur humaine et morale. La pièce centrale de ces représentations est un rapport de forces inégal et les tensions inhérentes à cette situation. C'est en effet parce qu'ils sont bien installés dans les postes de pouvoir locaux (formels dans les multiples structures, comme les associations de parents d'élèves, de locataires, ... ou informels, comme autorités « morales ») que les établis peuvent stigmatiser les marginaux, qu'ils considèrent comme une menace pour les normes du quartier et les modes de vie communs. Bien entendu, le groupe des établis est lui-même hiérarchisé et les rivalités y sont nombreuses. Mais il n'en reste pas moins que tous ses membres ont intérêt à maintenir une barrière symbolique avec les nouveaux venus et à limiter les contacts pour éviter de

déchoir. Quant aux marginaux, aussi longtemps qu'ils manquent de cohésion, ils sont incapables de riposter à cette disgrâce collective. Les conflits inhérents à ces relations de domination demeurent habituellement discrets, lorsque les différentiels de pouvoir sont très grands ; mais ils peuvent aussi éclater au grand jour, sous la forme de conflits continus (ce qui est le cas si le rapport de forces change en faveur des intrus). Et c'est justement ce qui s'est produit au terme des transformations qui ont affecté les milieux populaires depuis le milieu des années 1970. Les établis voient, sous le double effet de leur vulnérabilisation sociale et de leur vieillissement, s'affaiblir le contrôle qu'ils pouvaient exercer sur les nouveaux venus, voire même sur leurs propres enfants. L'occupation des espaces publics, les conflits de voisinages, la fréquence de comportements qui achoppent avec leurs propres normes du

## LE POINT DE VUE DE NICOLE BORVO\* SUR LA JUSTICE PÉNALE

**La justice pénale est le reflet des dysfonctionnements de notre société, de la relégation des plus démunis, de l'iniquité entre les plus faibles et les plus favorisés.**

La dernière grande réforme a près de vingt ans. Or, depuis dix ans, droit et procédure pénale ne cessent d'être bouleversés dans leurs fondements. L'aggravation des peines - au nom de la « tolérance zéro » : à chaque événement une loi, à chaque catégorie de population une loi - montre que la petite délinquance est de plus en plus sanctionnée, que l'enfermement - jusqu'à la détention à vie y compris des malades mentaux - est en œuvre, alors que, dans le même temps, on assiste à une dépenalisation rampante de la délinquance financière.

**Il faut avoir le courage de sortir de cette logique, ce qui implique :**

1- de réinscrire la lutte contre la petite délinquance dans l'ensemble des politiques publiques : sociales, éducatives, de prévention, d'intégration, de protection de la jeunesse, de dissuasion avec une police de proximité.

2- de prendre à bras-le-corps à l'échelle nationale et internationale la

grande délinquance : trafic d'êtres humains, de la drogue et autres produits illicites, phénomènes mafieux, prolifération des armes, qui contribuent à la petite délinquance et à la grande délinquance financière.

**LA SANCTION PÉNALE DOIT ÊTRE PROPORTIONNÉE, JUSTE ET UTILE**

La prison doit être l'ultime recours. Il faut multiplier les réponses alternatives à l'enfermement et la libération conditionnelle qui facilitent la réinsertion. Les courtes peines d'emprisonnement doivent être transformées en travaux d'intérêt général. Il faut dépenaliser le séjour irrégulier des étrangers, sortir les malades mentaux de prison et revenir à l'individualisation des peines (supprimer les peines automatiques).

Il faut revoir l'échelle des peines, réfléchir sur leur sens, leur utilité, comme sur la prison elle-même pour qu'elle puisse être facteur de réinsertion et de prévention de la récidive.

Toute personne doit être défendue. La présomption d'innocence doit être la règle. Il faut limiter drastiquement les comparutions immédiates, réformer la garde à vue et abaisser le seuil d'admission à l'aide juridictionnelle. Nul ne peut être détenu dans un centre de rétention sous la seule autorité administrative.

La justice spécifique des mineurs jusqu'à 18 ans doit être maintenue.

Il faut relancer le chantier d'une plus grande collégialité des jugements. De ce point de vue, la procédure d'instruction par des juges indépendants reste indispensable. Nous souhaitons y introduire la collégialité (3 juges par exemple).

Plus fondamentalement, tous les juges doivent être indépendants de l'exécutif et donc, le parquet doit en être soustrait. Le Garde des Sceaux ne doit plus nommer les procureurs ni être membre du Conseil Supérieur de la Magistrature.

La tutelle de la justice sur la police doit être réaffirmée.

Sur les moyens, la France est au 35<sup>e</sup> rang en Europe. Le doublement du nombre des magistrats et des personnels est incontournable.

Plus généralement, au-delà de la politique pénale à proprement parler, il faut avoir le courage d'abolir les lois sécuritaires et rétablir les lois de libertés publiques petit à petit remises en cause. ■

\* **Nicole Borvo**, sénatrice, responsable au comité exécutif national du PCF des questions : institutions, démocratie, justice.

quartier leur rappellent à chaque instant ce renversement des rapports de forces. Tout ceci provoque, selon les cas, des tentatives de départ du quartier, un repli sur l'espace domestique, voire même des appels aux pouvoirs publics pour restaurer leur autorité. C'est sur ce terrain que va se déployer le « tournant sécuritaire » des principaux partis de gauche. Confrontés à une augmentation des tensions au niveau local, prenant acte d'une érosion régulière de leurs résultats électoraux dans les milieux populaires et d'une croissance simultanée des partis xénophobes, nombre de dirigeants de la gauche française (et européenne) sont arrivés à la conclusion qu'ils ne pourraient « reconquérir » ces électorats que par un durcissement de leurs politiques de sécurité. De là, les différentes mesures qui renforcent le spectre des interventions policières, judiciaires ou morales. Non seulement la police et la justice doivent désormais réguler des comportements qui ne leur incombaient pas auparavant, mais « l'autorité parentale » est devenue un objet de politique publique. Des « écoles des parents » au chantage aux prestations sociales, il s'agit d'amener (ou de contraindre) les familles à juguler les indisciplines de leurs enfants. Or cette reconfiguration du contrôle mérite attention.

De la même manière que les réformateurs sociaux du XIXe siècle essayaient de poser les bases d'une nouvelle forme de discipline, les réformateurs sécuritaires de la fin du XXe et du début de XXIe siècle s'efforcent de rechercher dans l'extension de l'intervention policière, judiciaire et du contrôle, les moyens de contrarier les effets des multiples dérégulations qui affectent les classes populaires. Théorie de « la vitre brisée », prévention situationnelle, couvre-feux, vidéosurveillance, arrêtés anti-bandes ou anti-mendicité... ne sont rien d'autre que des exemples de ces nouvelles technologies de gouvernement dont on attend qu'elles garantissent une paix sociale.

« Nul n'est responsable d'une émergence, nul ne peut s'en faire gloire ; elle se produit toujours dans l'interstice », rappelle Michel Foucault (Foucault, 2001, p. 1012). « L'insécurité » n'est donc pas une intention ou la dernière manifestation du talon de fer sous lequel les dominants écraseraient les dominés, mais le résultat non pensé, non voulu et non coordonné de dynamiques et de préoccupations hétérogènes visant à res-

taurer des formes localisées de disciplines. Si l'ouvrier indiscipliné ou le pauvre ont longtemps été des figures types des perturbateurs de l'ordre social, c'est aujourd'hui cette fraction de la jeunesse sans affectation sociale (souvent représentée sous les traits du « jeune d'origine étrangère, sans emploi, en échec scolaire et/ou délinquant ») qui focalise l'attention. Il ne s'agit plus tant d'assurer sa discipline au travail que de se prémunir contre les désordres qu'elle peut engendrer dans l'espace public (et dont les violences collectives constituent le paroxysme), dans les écoles, dans les structures socio-culturelles, etc.

Sous l'effet des dynamiques propres aux champs politique, médiatique et académique (et les relations entre ces différents univers) ces indisciplines juvéniles sont désencastrées des contextes locaux dans lesquels elles s'inscrivaient, pour devenir des catégories générales d'appréhension. Elles sont retraduites dans des logiques différentes de celles qui leur avaient donné naissance et sont universalisées, sous une nouvelle catégorie unifiée et unifiante : l'« insécurité ».

Au terme de ce processus, la vision sécuritaire s'impose même dans certains espaces qui essayaient jusque là de privilégier d'autres approches. Ainsi, la diminution des crédits, les retards systématiques dans le versement des subventions aux associations et la priorité donnée à la démolition (ou à la vente) des cités HLM constituent de bons indicateurs d'un lent déclin des perspectives portées autrefois par les institutions de la Ville. De la même manière, les résistances que l'on peut observer à ce mouvement au sein de l'Éducation nationale, de l'institution judiciaire, voire de la police peinent à se manifester collectivement et pourraient, de l'aveu même de leurs artisans, s'affaiblir encore au gré de la relève des générations d'enseignants, de magistrats ou de policiers.

Bien entendu, les pratiques locales de certains maires, tout comme les mobilisations de travailleurs sociaux contre le projet de loi sur la prévention de la délinquance (qui prévoyait dans ses premières versions la levée du secret professionnel), ou des praticiens de la santé mentale contre la détection des « troubles comportementaux » chez l'enfant avant trois ans attestent qu'il existe encore de vives oppositions à une appréhension en terme de sécurité de la précarité sociale ou mentale. Mais ces voix paraissent bien minoritaires face à celles appelant au renforcement

du contrôle, des sanctions pénales et de l'enfermement.

L'analyse des conditions de possibilité et d'émergence d'une doxa sécuritaire, des éléments qui la constituent et de la circulation entre des univers aux intérêts et aux logiques spécifiques dans et par laquelle elle se fabrique et se redéfinit, est donc nécessaire pour éclairer les dynamiques actuelles. Ce dévoilement constitue une première étape pour remettre en question les présupposés admis sans examen qui fondent cette croyance collective.

Ceci est d'autant plus important qu'il ne s'agit pas seulement d'une idéologie : sur ce terrain, les discours se sont transformés en mécanismes agissants. Ils ont des effets pratiques, tant sur ceux qui ont à subir cette nouvelle configuration disciplinaire que sur ceux qui sont les agents, directs ou indirects de sa mise en œuvre. Alors que la France connaît des taux d'incarcération historiques, qu'une fraction non négligeable des jeunes populaires s'enracine dans une forme d'économie de subsistance et que nombre de professionnels de l'encadrement (éducateurs, travailleurs sociaux, animateurs, « médiateurs », etc.) mais aussi de policiers ou de magistrats, semblent découragés par l'ampleur de la tâche qu'on leur assigne, il apparaît urgent de réfléchir sur les processus à l'œuvre et leurs contradictions. C'est la base de tout projet politique soucieux d'instaurer un ordre social plus harmonieux, c'est-à-dire capable d'assurer le bien-être de tous et pas seulement la discipline de quelques uns. ■

\* **Laurent Bonelli** est Maître de conférences en science politique. Membre du groupe d'analyse politique de l'Université Paris-Ouest-Nanterre et du comité de rédaction de la revue *Cultures & Conflits*. Auteur de *La France a peur. Une histoire sociale de « l'insécurité »* (La Découverte, Paris, 2008) et codirecteur, avec Didier Bigo et Thomas Deltombe de *Au nom du 11 septembre... Les démocraties à l'épreuve de l'antiterrorisme*, (La Découverte, Paris, 2008).

Livres :

- Bourdieu P., « Les sous-prolétaires algériens », *Agone* n°26/27, 2002, [Les temps modernes, décembre 1962] pp. 203-224.
- Elias N. et Scotson J.L., *Les logiques de l'exclusion*, Fayard, Paris, 1997 [1965]
- Foucault M., « Nietzsche, la généalogie et l'histoire », in *Dits et écrits I*, Paris, Gallimard 2001.
- Rabinow, P., *Une France si moderne. Naissance du social, 1800-1950*, Paris, Buchet & Chastel, 2006.
- Thompson E.P., *Temps, discipline du travail et capitalisme industriel*, Paris, La Fabrique 2004.

## D'URGENCE, REPENSER L'INSÉCURITÉ

**Si l'insécurité au quotidien est visible et empoisonne le plus grand nombre, d'autres criminalités invisibles et indolores ruinent le pays : les pratiques financières immorales, légales ou non. La mise en cohérence de ces deux crimes et délits doit fonder, à Gauche, une approche novatrice du problème.**

Par **SERGE GARDE\***

**P**arler d'insécurité ferait le lit de la Droite ? Cela restera exact si nous persistons à en discuter de façon défensive, sur le terrain que le pouvoir a perversément balisé, en acceptant de limiter le débat au seul dosage du cocktail explosif prévention/répression. Car cela revient à véhiculer l'image subliminale d'une France saine et menacée sur ses marges par les pauvres, les étrangers, les jeunes non conformes, les fous, les Roms... Liste des boucs émissaires non exhaustive.

Ce pseudo diagnostic de la Droite induit l'idée que l'insécurité se limite aux délinquances d'inadaptation et d'exclusion sociales. Certes elles sont visibles et empoisonnent le quotidien du plus grand nombre. Nous devons apporter une réponse, y compris répressive, à ces transgressions. Le terme sécuritaire doit cesser d'être péjoratif à gauche, car ce sont les plus fragiles qui vivent l'insécurité au quotidien, tout en servant d'épouvantail aux beaux quartiers. Mais nous devons en changer le contenu, en rendant visible dans le même temps les autres criminalités invisibles et indolores (à court terme), mais qui ruinent le pays : les pratiques financières immorales, légales ou non. C'est la mise en cohérence de ces deux types de crimes et délits qui doit fonder, à Gauche, une approche novatrice du problème. Il s'agit de réexaminer l'ensemble des transgressions et de repenser la hiérarchie des sanctions qu'elles méritent : **pourquoi une personne qui vole pour la deuxième fois un téléphone portable écoperait-elle, peine plancher oblige, de deux ans de prison ferme, alors que les patrons qui ont exposé pendant des décennies des milliers de salariés aux poussières d'amiante qu'ils savaient mortelles depuis 1907 bénéficieraient d'une scandaleuse impunité ?** Landru reste un artisan du crime à côté du patronat de l'amiante ! La crise des subprimes, toutes ces hypothèques frauduleuses revendues comme des bons du Trésor, a précipité la planète dans un

gouffre financier. N'était-ce pas, comme l'a souligné l'économiste J-K. Galbraith, une « fraude financière massive » ? Pourquoi les responsables échappent-ils aux lourdes condamnations prévues pour les faux monnayeurs ?

**Ne doit-on pas, en matière financière, rendre illégal ce qui est immoral ?**

C'est pour éviter cette mise en cohérence que la Droite focalise l'attention sur les seules délinquances d'inadaptation et d'exclusion sociales. Pour protéger les lobbies financiers, elle se fait complice des criminalités économiques. Pour être disponible, l'argent sale généré par l'ensemble des trafics (psychotropes illégaux, contrebande d'armes, fraude fiscale, trafic d'êtres humains, détournement de l'argent public, etc.) doit être blanchi. Pour cela, il passe par les mêmes tuyaux : ceux du système financier, des banques et de leurs filiales dans les paradis fiscaux. **Prétendre lutter contre le crime sans s'attaquer au système bancaire relève du mensonge.** Et pourtant, la Droite est encore perçue comme la plus compétente pour lutter contre l'insécurité !



Cette escroquerie intellectuelle n'est possible que parce que la Gauche, toutes composantes confondues, a négligé jusqu'à ce jour cette dimension du combat. Elle doit effectuer une révolution culturelle à ce sujet.

Le poisson pourrit par la tête. La société contrôlée par la caste du Fouquet's est devenue gravement criminogène. Notons qu'il n'existe aucune différence entre la définition d'un système mafieux et celle du capitalisme ultralibéral. La situation est grave. Refusons la corruption, l'avènement du « tous pourris pourquoi pas moi ? » **Un combat pour les valeurs de la république, pour le service public et contre les dérives mafieuses, devient urgent.** Mais on ne peut combattre que ce qu'on a identifié. Ouvrons donc sans délai un atelier pour étudier et débattre sans tabou, afin de définir collectivement un diagnostic de la situation française. Inventons de nouvelles militances citoyennes à la mesure de ce combat. ■

\* **Serge Garde** est Grand reporter, ancien journaliste à l'Humanité. Auteur du livre : « *Le crime paie... Lettre ouverte à celles et ceux qui se désespèrent de voir la Gauche galérer sur l'insécurité* » (éditions du Survenir), téléchargeable gratuitement sur : [survenir.unblog.fr](http://survenir.unblog.fr).

## RÉFORMER LA GARDE A VUE

La garde est vue est une mesure privative de liberté et doit donc demeurer exceptionnelle. Elle est aussi le premier acte dans une procédure pénale et aura des effets déterminants. **Pourtant, on a atteint un seuil insupportable : 900 000 gardes à vue en 2009, 54 % de plus qu'en 2000.**

La Cour Européenne des Droits de l'Homme en est venue à obliger la France à modifier sa législation. Mais le projet de loi rendu public est loin du compte.

Nicole Borvo, sénatrice, a pour sa part déposé une **proposition de loi** pour limiter et encadrer le recours à la garde à vue.

Cette proposition la circonscrit au cas d'indices graves et concordants pour un crime ou un délit passible d'au moins cinq ans de prison, la supprime pour les mineurs et met fin aux dispositions exorbitantes du droit commun en matière de terrorisme et de criminalité organisée. **Elle renforce les garanties procédurales et le respect de la dignité des personnes gardées à vue avec l'assistance d'un avocat dès la première heure avec accès au dossier, la fin des fouilles au corps et leur remplacement par des moyens de détection électronique.**

# TRANQUILLITÉ PUBLIQUE, LA POLICE MUNICIPALE UNE FAUSSE BONNE RÉPONSE

**Malgré des effets d'annonce, l'état se désengage de plus en plus en matière de « sécurité » et de prévention.**

Par **GILLES GARNIER\***

**L**a baisse des effectifs de policiers nationaux est continue et pourtant le gouvernement fidèle à la notion d'Etat « édicateur » et contrôleur décide d'une politique de plus en plus sécuritaire et liberticide (projet de « loi d'orientation et de programmation pour la performance de la sécurité intérieure » dite LOPPSI II.

Cela se traduit, entre autres, par un véritable transfert de compétences, avec des charges financières supplémentaires pour les communes qui deviennent insupportables pour les collectivités à faibles ressources et pose un véritable problème d'équité entre tous les territoires.

**Le rôle d'une collectivité n'est pas de prendre en charge, même en partie, la police de proximité démantelée par Nicolas Sarkozy. Les habitants n'ont pas à payer deux fois, une fois avec leurs impôts sur le revenu et une deuxième fois avec les impôts locaux.**

En toute responsabilité, et avec des valeurs de solidarité, et de justice sociale, nous devons apporter des réponses différentes, durables et innovantes à la question de la tranquillité publique.

Il y a un besoin urgent de recréer une police de proximité. Cela pourrait se faire en « nationalisant » les polices municipales. Nous avons aujourd'hui 18 500 policiers municipaux dans toute la France, c'est une bonne base pour reconstruire une police de proximité, avec de vraies tâches de proximité. Mais surtout avec l'engagement de mailler tout le territoire et pas seulement de favoriser les communes riches qui se sont dotées de policiers municipaux parfois mieux équipés que la police nationale comme à Epinay-sur-Seine par exemple.

Cela permettrait également de répondre aux revendications des policiers municipaux qui ne veulent plus être considérés comme des policiers de seconde zone et d'obtenir ainsi des for-

mations, des salaires identiques à leurs collègues nationaux.

Cette police de proximité devra travailler en lien étroit avec tous les acteurs des collectivités et les élus. Une bonne politique de contractualisation entre l'Etat et les collectivités du type CLSPD ne peut fonctionner que si les co-contractants se respectent et mettent des moyens pour le moins aussi importants.

**Il est important de se donner des ambitions et des moyens pour retisser le dialogue avec les populations, pour remettre du service public au cœur des cités, plus de gardiens dans les immeubles HLM.**

**Des médiateurs de proximité et des correspondants de nuit doivent pouvoir assurer une présence quotidienne dans les quartiers** auxquels ils seraient affectés et dans lesquels ils seraient reconnus comme des interlocuteurs légitimes, que ce soit par les habitants, par d'autres institutions et les acteurs des quartiers, services municipaux, bailleurs sociaux, secteur associatif, commerçants, éducation nationale, police nationale, etc.

Leur intervention : écouter et échanger avec les habitants. Créer ou recréer du lien entre les habitants, les générations, les institutions publiques. Réactiver les

solidarités, les attitudes civiques quotidiennes. Informer, orienter, sensibiliser, expliquer, prévenir les incivilités et les dégradations. Contribuer à la vie et à l'animation du quartier.

La mise en place de maison de la justice et du droit avec des professionnels doit aider aux dépôts de plaintes, à la mise en œuvre des procédures utiles ou à l'orientation vers une médiation quand elle est possible. Mais là aussi l'Etat après en avoir été l'instigateur se désengage de ses structures, elles ont besoin de personnel qualifié et formé.

Mais avant tout, faisons le bilan dans la gestion des communes des dépenses liées à la culture, à la jeunesse, au sport, aux loisirs des jeunes, aux missions locales... Voyons si dans les villes où une police municipale a été créée les moyens pour la prévention primaire ont été accrus, stagnent ou progressent ? Notre projet de société doit volontairement inverser la vapeur. **À force de tout faire les maires et les municipalités voient leurs missions être perverties.** La droite veut les voir jouer le rôle de shérif et ainsi se défausser sur eux d'une responsabilité régalienne. ■

\*Gilles Garnier, membre du Conseil national du PCF, il est conseiller général de la Seine-Saint-Denis.

## LE RÔLE ET LE POSITIONNEMENT DES POLICES MUNICIPALES

**Suite à une audition de la CGT « Police Municipale » par l'inspection générale de l'administration : Philippe Aoustin revient sur le rôle de la police municipale avec son regard de syndicaliste.**

Par **PHILIPPE Aoustin\***

**L**a CGT a réaffirmé le rôle premier de police de proximité et de prévention de la police municipale. Précisant toutefois, que ce besoin incontournable de police de proximité ne peut et ne pourra jamais être assuré que par les polices municipales. Le rôle de la police nationale et de la gendarmerie, en ce domaine, restant primordiale. 20 000 Policiers municipaux ne pourront jamais se substituer aux 92 000 gendarmes et

150 000 policiers nationaux. La CGT a tout de suite soulevé le problème des moyens financiers accordés aux polices municipales, dans le cadre de la réforme des collectivités territoriales (suppression de la taxe professionnelle, etc...). Les auditeurs de l'IGA nous ont alors interrogés principalement sur la nécessité de passer, dans le cadre des conventions de coordination, d'une coopération théorique à une coopération pratique.

La CGT partage cette analyse : il faut plus d'échanges de renseignements, des

moyens radios croisés, il faut obtenir l'accès « aux fichiers ». Les échanges d'informations doivent être réciproques.

**Mais tout ceci doit se placer dans le cadre d'une police municipale complémentaire de la police nationale ou de la gendarmerie nationale, mais non dans le cadre d'une police municipale supplétive et de substitution à la police nationale et à la gendarmerie nationale. La baisse des moyens matériels et humains de ces deux dernières années nous y poussant RGPP, transferts de compétences...).** Partant du constat qu'il n'existe pas une police municipale, mais des polices municipales, les deux parties : IGA et CGT, sont tombées d'accord sur le fait qu'il existait, donc, plusieurs doctrines d'emplois différentes. Les besoins des polices municipales variant d'une collectivité à une autre.

Ce qui implique, par exemple, pour la

formation professionnelle, une uniformisation de celle-ci sur tout le territoire, tout en conservant et améliorant des formations spécifiques répondant à des besoins locaux. Le CNFPT et ses délégations régionales doivent donc conserver un rôle essentiel dans cette formation, tant initiale que continue. Cinq ou six délégations pouvant devenir pôle de référence « Police municipale », pôles qui pourraient, de plus, s'appuyer sur cinq ou six plateaux techniques.

La CGT sera vigilante sur la fusion de la formation des gardes champêtres et celle des policiers municipaux. La délégation CGT souhaite que les différentes études en cours sur la police municipale (rapport Ambroggianni, auto saisine du CSFPT, DGCL et formation, rapport Lafargue, en cours, avec les syndicats de la police nationale, audit de l'IGA) soient concentrées en un seul point, par exemple à la Commission Consultative

des Polices Municipales. Cela permettrait un meilleur suivi et enfin, des avancées réelles. Nos auditeurs nous ont promis la restitution de ce nouveau rapport : début novembre 2010. La délégation CGT est revenue fortement sur la nécessité absolue d'une meilleure reconnaissance sociale du travail des policiers municipaux. Nos nouvelles compétences, nos nouvelles missions (la loppssi 2 nous en rajoute encore) doivent être suivies d'avancées sociales : augmentations salariales, ISE, reconnaissance de la pénibilité (voir les revendications sociales de l'intersyndicale). Sinon, faudra-t-il envisager un boycott de ces nouvelles compétences par les policiers municipaux ? ■

\* **Philippe Aoustin** est responsable national de la branche police municipale de la CGT.

## COMMENT REPRENDRE PIED DANS LE DÉBAT SUR LA SÉCURITÉ ?

**Comment répondre aux attentes légitimes des citoyens et notamment des plus précaires, souvent les plus en butte avec les phénomènes de délinquance ?**

Par **GILLES POUX\***

**U**n premier constat, les 20 lois relatives à la sécurité adoptées sous l'impulsion de Nicolas Sarkozy depuis 2002 n'ont rien changé.

Le douloureux vécu des habitants, de la jeunesse première victime de la violence ne fait que croître.

Et derrière les déclarations péremptives, un constat s'impose – La France compte 12 000 policiers de moins depuis 2004, et le rôle dévolu à la Police Nationale se réduit à la répression oubliant la prévention et la dissuasion.

Il est donc urgent de revenir à une vraie police de proximité impliquée au quotidien dans les quartiers, capable de lier des liens avec les habitants, les services publics, les commerçants pour redonner une cohérence à l'action publique. Mais cela suppose de relever quelques défis :

- celui de l'arrêt des baisses d'effectifs
- celui de la répartition des forces de police sur le Territoire National. En effet, 50% des actes délictueux se déroulent sur 10% du Territoire National, or à l'évidence, l'organisation de la police ne prend pas en compte cette réalité.

- celui de la multiplication des commissaires et gradés.

Je le constate au quotidien dans une ville comme La Courneuve, le travail de la police est une tâche difficile qui exige connaissance du terrain, discernement, esprit d'initiative.

Cela appelle des compétences, un encadrement permanent qui fait aujourd'hui défaut, afin de mener de pair l'exigence du respect des lois avec le respect dû à chaque citoyen, et notamment cette jeunesse de nos quartiers que notre société ignore. Celui de la stabilité des effectifs afin, là encore, de donner la continuité indispensable à l'action de la police sur le terrain. Cela pose à l'évidence le nécessaire débat avec les organisations syndicales des policiers afin de construire des réponses durables. En parallèle, il ne faut pas se le cacher, c'est revisiter toute l'intervention publique qu'appelle ce débat sur la sécurité.

Les fondements de ce problème sont aussi à rechercher dans la crise de nos sociétés. Ce n'est pas un hasard s'il y a plus de violence là où la misère est la plus grande. Il ne s'agit pas de caution-

ner quoi que ce soit, mais on ne peut, non plus ignorer cette réalité.

**Aussi, je pense que le développement d'éducateurs spécialisés, un renforcement des moyens de la Protection Judiciaire de la Jeunesse sont indispensables. De même, l'école qui aujourd'hui, est plus une institution à reproduire les inégalités sociales, qu'à les corriger, est interpellée sur sa capacité à prendre en charge le décrochage scolaire, les liens et accompagnement indispensables pour les familles.** Tout cela appelle un vaste débat citoyen pour la reconquête du droit de vivre en paix et en sécurité dans les villes, en associant les élus, les associations, les chercheurs, les professionnels de la justice, les travailleurs sociaux, les citoyens, les forces vives des villes et des quartiers, les enseignants et les personnels de l'éducation nationale, les jeunes, les parents. ■

\* **Gilles Poux** est maire de La Courneuve.

# UN MONDE SANS DROGUES ?

**Il y a urgence à sortir sur ce sujet, des dogmes et des procès d'intention et « dépenaliser » le débat !**

Par **SANTIAGO SERRANO**

L'usage des psychotropes (de ψυχη - âme sensible, esprit - et τροπος - mouvement, transformation -) est universel. De tous temps et dans toutes les civilisations, afin de modifier leur humeur, enflammer leurs rêves et animer leur créativité, obtenir détente ou excitation, s'évader du monde ou trouver la capacité de lui faire face, les hommes ont utilisé des « plantes magiques ». De fait, et jusqu'à ce jour, il n'y a pas traces de sociétés humaines n'ayant intégré des substances psychoactives à leur fonctionnement culturel.

## LES FONDEMENTS DE L'USAGE DES SUBSTANCES PSYCHOACTIVES

Les usages sont tant liés à des rituels culturels propres aux réseaux de socialisation des sujets concernés, qu'à la recherche de plaisir, de prises de risque et à un phénomène d'automédication pour faire face à des tensions sociales et affectives.

**Les substances illégales, une situation hors contrôle du point de vue économique, social...**

Le besoin d'ivresse, les tensions affectives et sociales, l'utilitarisme et l'histoire des drogues, en particulier celle de leur prohibition, montrent que le trafic n'est pas le fruit de la mise à jour par lui-même d'une substance illégale mais plutôt celui de la prohibition d'une substance légale, correspondant à une consommation probante qui lui est antérieure et qu'il contribue à étendre. Il ne peut-être lucratif que si le produit répond à un besoin. On ne peut accorder au trafic illégal actuel de drogue, né au XX<sup>e</sup> siècle, la responsabilité de l'engouement pour l'usage de psychotropes dans les civilisations si ce n'est quant à la qualité sociale, de par la clandestinité, de cet usage et aux risques encourus par les produits qu'il distribue en dehors de tout contrôle sanitaire.

Par contre en s'appuyant sur ce que les spécialistes de la distribution commerciale appelle une valeur sûre, la culture de l'ivresse et l'apport de « molécule-

panacée » dans la régulation des tensions psychiques et sociales et pour la compétitivité des individus, le trafic, à l'échelle internationale, développe une très forte puissance financière qui n'est pas sans représenter un danger pour les systèmes démocratiques et pour la stabilité économique mondiale.

**De fait, la drogue répond simplement au jeu mondial de l'offre et de la demande, constitue bel et bien un marché qui ne cesse de croître depuis plusieurs décennies, produisant un chiffre d'affaire et des bénéfices extrêmement importants qui finissent blanchis et investis, dans un souci de rentabilité à court terme, dans les places boursières les plus actives des cinq continents.** Plusieurs études montrent notamment comment ce blanchiment privilégie la spéculation aux dépens de la production, accentuant la formation de bulles immobilières et boursières jusqu'à des situations de crise. Sur le plan local, l'économie illicite composée, dans les zones de relégations sociales, majoritairement de « petites mains » du trafic dont la récente étude de Christian Ben Lakhdar<sup>(1)</sup> (Université catholique de Lille – 2009) montre que les gains excèdent rarement le smic, pose d'importants problèmes de sécurité publique dus au fonctionnement d'un marché ultralibéral dont le propre est la violence des rapports concurrentiels.

Le traitement actuel de cette question basé sur une approche pénale et répressive quasi-exclusive a un impact limité sur son expansion qui suit la courbe de l'exclusion sociale, éducative et économique.

## SITUATION SOCIALE ET SANITAIRE

Le cadre légal renvoyant à la clandestinité l'approvisionnement et l'usage des drogues illicites, les consommateurs les plus fragilisés et dépendants se retrouvent marginalisés socialement avec un fort marquage pénal de par les activités déployées pour l'obtention du produit (vols, trafic, prostitution) et une situation sanitaire critique liée à leurs conditions de consommation.

L'épidémie du Sida « a permis », dans la 2<sup>e</sup> moitié des années 90, une ouverture avec la politique de réduction des risques (distribution de matériels de consommation stériles, structures d'accueil sans conditions pour l'aide à la survie, distribution de produits de substitution aux opiacés...) dont les résultats ont été spectaculaires sur les plans

de l'amélioration de l'état de santé et de la situation sociale d'une partie importante des usagers en difficulté ainsi que sur celui de la baisse des overdoses, du Sida et du trafic d'héroïne.

**Cependant cette politique est « restée au milieu du gué » et une frange conséquente d'usagers énormément vulnérables continue « d'échapper » au dispositif dans un état sanitaire et social fortement dégradé (VIH, hépatites C, squat, scènes publiques de consommation, seringues abandonnées, deal, prostitution, violence, misère extrême...).**

## QUE FAIRE ?

Tout d'abord, et de façon urgente, compléter la palette des réponses sanitaires à travers l'installation de salles de consommation à moindre risque dont une récent rapport de l'INSERM (juin 2010), après une étude de ces structures en Europe, au Canada et en Australie, préconise l'expérimentation en France au regard de leur plus-value en termes de santé, de sécurité publique et de coûts financiers.

Le rapport montre l'efficacité de cette réponse pour atteindre les usagers les plus éloignés tout en ne notant aucune augmentation des consommations et des trafics.

Ensuite décriminaliser l'usage de drogue à l'instar de nombre de nos voisins européens.

**Faire de l'usager de drogue un délinquant apporte, après 40 ans d'application de la Loi du 31 décembre 1970 qui le désigne comme tel, plus de problèmes que de réponses à cette question sociale.**

Enfin répondre à cette question : éradiquer les drogues est-il un objectif atteignable ?

Si ça n'est pas le cas il faut se poser, à tout le moins, la question et les modalités de leur contrôle.

Mais pour pouvoir le faire il y a urgence à sortir sur ce sujet, des dogmes et des procès d'intention et « dépenaliser » le débat ! ■

(1) Commande de l'Observatoire Français des Drogues et des Toxicomanies (OFDT). Plusieurs études antérieures, dont Michel Kokoreff (Paris 5 – 2005) et Nacer Lalam (CNRS – 1998), tirent à plusieurs années d'intervalles, les mêmes conclusions.

\* **Santiago Serrano** est élu municipal au Blanc-Mesnil.

## LA GUERRE AUX FAMILLES AURA-T-ELLE LIEU ?

**Dans la vaste entreprise engagée par le gouvernement pour rejeter sur d'autres la responsabilité de son échec en matière de sécurité, deux catégories semblent occuper une place de choix : les maires de gauche, accusés de laxisme et les mères de famille, jugées inaptes à tenir leurs enfants.**

Par **IAN BROSSAT\***

**D**es maires aux mères, un même discours et une même stratégie : tous responsables, sauf l'Etat. Etrange tour de passe-passe qui permet à un gouvernement de se dégager de toute responsabilité dans un secteur régalien en renvoyant la faute aux élus et aux familles. Autant la réplique à la mise en cause des édiles de gauche n'a pas tardé, autant les attaques contre les parents « défaillants » sont restées sans réponse forte. Pourtant, **nous assistons depuis quelques mois à une stigmatisation des familles qui dépasse l'imaginable.** Qu'on mesure l'arsenal répressif déployé en moins d'un an à l'encontre des parents jugés « démissionnaires » : en janvier 2010, l'Assemblée Nationale accordait aux préfets le droit d'établir un couvre-feu pour les mineurs de moins de 13 ans entre 23h et 6h. En Juin 2009, elle adoptait en première lecture une proposition de loi d'Eric Ciotti visant à suspendre les allocations familiales des parents jugés défaillants. Un mois plus tard, le même député proposait que les parents des mineurs délinquants puissent être condamnés à 2 ans de prison. Où s'arrêtera l'escalade ? Le temps où la droite était réputée défendre la famille est bien révolu. Tout se passe en réalité comme si elle avait cessé d'aimer la famille dès lors qu'elle ne correspond plus à l'idée qu'elle s'en fait. Elle aime peut-être la famille, une certaine idée de la famille, elle n'aime pas les familles. Comme souvent, Eric Zemmour présente l'avantage de pousser la logique jusqu'au bout : il suggérerait, en avril dernier, de « supprimer cer-

taines allocations aux mères seules » pour en finir avec « cette plaie » que constituent les familles monoparentales. Ce discours n'est pas neuf. C'est une vieille rengaine entonnée par les conservateurs américains lors des émeutes de Los Angeles, en avril 1992, pour expliquer la vague de violences. Il fut repris en février 1993 lorsque deux enfants de Liverpool en tuèrent un autre. **Pourtant, contrairement à un préjugé aussi tenace que faux, les enquêtes prouvent que les familles monoparentales ne sont pas plus criminelles que les autres.**

Si elles méritent bel et bien une attention singulière de la part des pouvoirs publics, c'est d'abord parce qu'elles sont plus que les autres exposées à la précarité. **Dans bon nombre de pays d'Europe, cette question est partie intégrante du débat politique. L'augmentation des familles monoparentales s'accompagne de mesures ciblées et de politiques spécifiques. En France, rien de tel.** Pendant sa campagne présidentielle, Nicolas Sarkozy avait promis d'accorder les allocations familiales dès le premier enfant. De cet engagement capital pour nombre de mères qui élèvent seules leur enfant, il n'est désormais plus question. L'heure n'est manifestement pas à l'attribution de nouvelles allocations. Elle est plutôt à la recherche des conditions permettant de supprimer celles qui existent déjà.

Qu'on s'entende bien : qu'il faille redonner de l'autorité aux adultes dans les quartiers les plus exposés à l'insécurité, j'en suis convaincu. Qu'une bonne partie de la solution aux problèmes de tran-

quillité publique passe par une revalorisation du rôle des parents, c'est une évidence. Mais qui peut imaginer qu'on atteindra cet objectif en jetant en pâture les parents les plus en difficulté ? Curieuse idée que celle qui consiste à penser - ou plutôt à faire croire - qu'on revalorisera le rôle des adultes en les pointant du doigt et qu'on leur permettra de se faire respecter en les mettant eux-mêmes sous tutelle. C'est un tout autre chantier qu'il faudrait engager pour cela. **C'est toute la question de l'aide à la parentalité qui mériterait d'être posée.** D'ores et déjà, une myriade d'expériences locales se sont accumulées au cours des dernières années. A Paris, dans le 18<sup>e</sup> arrondissement, des écoles de la Goutte d'Or ont ainsi mis en place un système permettant aux parents de suivre avec une semaine d'avance les cours qui seront donnés à leurs enfants. On fait ainsi d'une pierre deux coups : les parents sont mieux à même d'aider leurs enfants à faire leurs devoirs, et on contribue surtout à modifier le regard que les petits portent sur eux. A Bobigny, une Maison des parents accompagne et soutient les familles dans leurs démarches administratives et leur apporte un soutien psychologique individuel. **On a là les prémises de ce qui pourrait constituer un véritable service public de la parentalité.** C'est aussi sur ce terrain-là que se jouera la capacité de la gauche à construire une alternative. ■

\* **Ian Brossat** est Président du groupe PCF/PG au Conseil de Paris, nouveau responsable de la sécurité pour le Conseil national du PCF

## CONCEVOIR UN PROJET DE VILLE SOLIDAIRE

**Comprendre les facteurs urbains qui agissent sur l'insécurité c'est prendre la mesure de l'écart qui s'est creusé entre les mutations urbaines et la situation de relégation que connaît une partie de la population.**

Par **JEAN-MICHEL DAQUIN\***

**L**a première des violences urbaines c'est celle que l'environnement peut infliger à ses habitants et en premier lieu la jeunesse : un habitat dégradé ou inadapté, des cités séparées de la ville, un espace public inexistant. C'est aussi la coupure physique avec la ville de tous, des transports insuffisants en nombre et en rythme, des infrastructures (autoroutes, faisceaux ferrés)

qui fragmentent et isolent des parties entières du territoire. Les logiques de séparation se sont exacerbées. Les populations qui en avaient les moyens ont quitté les quartiers défavorisés, les plus riches vivent entre eux, les plus pauvres sont assignés à résidence. **C'est la ville à 3 vitesses et la primauté de l'entre soi contre le vivre ensemble.** Les réponses à apporter aux questions d'insécurité sont multiples et transversales, elles sont économiques et sociales

mais aussi spatiales. Agir sur les quartiers ne suffit plus. La ville a changé d'échelle, la vie des citoyens ne se pratique plus aujourd'hui seulement à l'échelle de son voisinage mais aussi à celui des métropoles. Il faut refaire du lien, travailler au maillage du territoire, développer et diversifier les modes de déplacement pour permettre à chacun d'user de tous les services, équipements et lieux de production que peut offrir la ville contemporaine. Lorsque des quartiers sont isolés et monofonctionnels, c'est l'enfermement et un ter-

rain propice à des logiques de groupes. **La question de l'espace public est fondamentale.** Il ne s'agit pas seulement d'embellissement du cadre de vie, mais du développement de nouveaux lieux de sociabilité accessibles à tous. L'espace public ça n'est pas seulement la place ou la rue de son quartier. La mixité urbaine, l'emploi ne peuvent se résoudre uniquement au lieu de la résidence. En ce sens le droit à la mobilité est fondamental. **Concevoir un projet de ville, solidaire, pensé à toutes les échelles est une condition pour casser les logiques**

**ségrégatives qui nourrissent le rejet de l'autre et l'insécurité.** Il faut créer de nouvelles polarités, sortir de la dualité ville-centre/périphérie, fabriquer de l'intensité urbaine au cœur même des banlieues, redonner du sens commun. Pour un grand nombre d'habitants la représentation qu'ils se font de leur espace de vie est limitée à leur cité, à leur quartier. Aujourd'hui chacun devrait pouvoir avoir le sentiment d'appartenir à la même ville et donc à la même société. ■

\* Jean-Michel Daquin est architecte urbaniste.

## VIOLENCE À L'ÉCOLE : DES CLÉS POUR UN DÉBAT PIÉGÉ

**Face aux actes de violence qui peuvent exister, notamment en collège ou lycée, la droite aimerait bien enfermer le débat dans des choix dichotomiques : soit le « laisser faire » qu'elle attribue à la gauche, soit une politique sécuritaire contre les jeunes qui « sont » violents. Or, ces jeunes ne « sont » pas nés violents, ils le sont devenus.**

Par **STÉPHANE BONNÉRY\***

**D**ans la situation actuelle, on ne peut laisser faire, et quand les sanctions sont nécessaires, ou les mesures d'urgence comme les affectations dans les « dispositifs relais » par exemple, il faut les prendre. Mais pas pour que la société se débarrasse de sa responsabilité envers ces jeunes : pour œuvrer plutôt à ce qu'ils aient l'occasion de comprendre ce que sont la scolarité et la formation intellectuelle et ainsi préparer réellement un retour vers une vraie scolarisation jusqu'à 18 ans qui les dote des instruments de leur développement intellectuel et des outils de pensée indispensables à leur vie d'adulte. Or, ces dispositifs d'urgence n'ont pas les moyens de le faire, et n'ont pas réellement cette mission aujourd'hui. Aucun portique ni détecteur ne remplacera les personnels sur de vrais statuts et formés pour renouer le dialogue avec la jeunesse qui se sent reléguée.

Toutefois, les communistes portent un autre objectif que de traiter les problèmes une fois que ceux-ci se sont produits. C'est inefficace : pendant ce temps, le système continue à fabriquer de l'incompréhension et du ressentiment des jeunes envers l'école. Sanctuariser les établissements repose sur l'idée que l'école est envahie de l'extérieur par les problèmes. **Alors que les mauvaises conditions d'enseignement fabriquent elles aussi le ressenti et la vio-**

**lence, elles laissent penser aux jeunes que les comportements extérieurs ont une pertinence dans l'enceinte scolaire.**

Voilà quelques points sur lesquels nos propositions prennent le contre-pied de la politique de la droite.

**1) L'école unique, commune, contre la relégation et l'élitisme**

Démanteler la carte scolaire et exfiltrer les « élèves méritants » des quartiers populaires, c'est renforcer la marginalisation de ces établissements, le sentiment d'abandon et de révolte, donc la violence. Recréons une carte scolaire, plus juste que ce qu'elle existait, en lien avec des politiques d'aménagement du territoire plus justes.

**2) Pas de fatalité ni de sanctuarisation, relancer une politique éducative**

Les recherches le montrent, les collégiens et lycéens violents le sont souvent :

- par dépit, leurs résultats catastrophiques les poussant à la révolte et au découragement ;
- par inacceptation de la forme de socialisation scolaire car ils ne l'ont pas acquise et n'en comprennent pas le bienfondé.

C'est l'appropriation ratée de ce que l'école devait leur transmettre comme dispositions à apprendre, donc à réussir, à comprendre le sens de ce qui est enseigné. **La réponse principale doit donc être dès le plus jeune âge, avant que les problèmes se posent par de la**

**violence, le défi de l'enseignement à toute une classe d'âge des outils de l'émancipation intellectuelle et du pouvoir que procurent les savoirs.** Ainsi on comprend l'école au lieu de la rejeter. Il faut la transformer pour qu'elle remplisse mieux cette mission. Les règles scolaires (se tenir correctement, écrire avec netteté, etc.) doivent moins être présentées comme une inculcation moraliste qui suscite le rejet que comme une nécessité pour apprendre. C'est surtout, avec une recherche en éducation et une formation d'enseignant au niveau que les activités d'enseignement passionneront les élèves pour que ces règles, allant de pair avec l'exigence intellectuelle, apparaissent comme logiques aux enfants. Il faut aussi qu'ils apprennent vraiment pour éviter le dépit ultérieur.

Il faut du temps pour former l'enfant en élève apprenant : donc dès les premières classes de maternelle au lieu de les supprimer, dans l'école élémentaire et le collège au lieu de supprimer des heures en les renvoyant à des options hors du « socle commun ».

L'école républicaine, il y en a plusieurs versions : contre la trique fataliste, créons les conditions de l'éducation et de la démocratisation en amont. ■

\* Stéphane Bonnery est responsable éducation recherche, Formation/Savoirs.

**Dans deux mois : synthèse !** Avec les responsables nationaux, nous travaillerons à une fiche de synthèse permettant de résumer sur chaque dossier traité, et ce deux mois après, le point de vue du PCF. C'est le temps nécessaire pour recueillir avis, propositions, critiques. Vous pouvez être acteur, actrice, de cette rubrique. Si vous souhaitez partager une expérience, faire part de votre point de vue sur tel ou tel sujet, vous pouvez le faire par mail. Nous publierons certains extraits ou textes qui nous seront parvenus. **Adresse mail : projet@pcf.fr**

Par GÉRARD STREIFF

# La rentrée des « think tanks\* »

Ça pense beaucoup, à droite comme à gauche, en cet automne 2010.

Ça sonde, ça scrute, ça interroge. Comme la rentrée sociale et politique, la rentrée idéologique est mouvementée.

Allons voir ce qui se passe du côté de l'UMP et du PS. Dans un prochain numéro, on pourrait examiner l'état des lieux dans « l'espace critique ».

**S**i ça pense fort (on n'a pas dit que ça pense bien, c'est une autre histoire), il y a à cela au moins une double raison. Le monde est de plus en plus complexe, indéchiffrable et tous les acteurs de la vie publique ont besoin de s'y retrouver, au moins de poser des repères. L'autre aiguillon, c'est la perspective de 2012. Cette séquence électorale obsédante pousse à une longue préparation. L'UMP comme le PS ont besoin de montrer qu'ils se renouvellent, qu'ils innovent, se modernisent...

## LE SOCLE LIBÉRAL

A la présidentielle de 2007, l'UMP avait pris un temps d'avance. Sous l'impulsion du couple Sarkozy-Fillon, ce parti avait décliné pendant des mois, lors de séminaires et d'ateliers, une série de thématiques nouvelles ; la droite avait dépoussiéré et décomplexé son argumentaire. Son insistance sur l'importance de la bataille d'idées joua beaucoup, à l'arrivée, dans le succès de son candidat. En 2012, Sarkozy va se trouver dans des dispositions moins favorables. Ses politiques sont discutées, la crise financière est passée par là et ses penseurs sont divisés. Certes la plupart des gourous libéraux (Pascal Salin, Christian Saint-Etienne, Guy Sorman,

Alain Minc...), qu'on imaginait fragilisés par la débâcle boursière, sont pourtant remontés imperturbablement sur leur dada : **ce n'est pas le libéralisme qui est en crise, c'est l'État ; il y a trop d'Etat, il faut amplifier les dérégulations, les dérèglementations, les privatisations et « revenir au véritable capitalisme »**. Si certains peuvent admettre que la pensée libérale est en crise, c'est avec précaution. Genre Luc Ferry qui dit : « Il semble à nouveau qu'on ne puisse plus être libéral et « gentil ». C'est dommage parce que plus que jamais nous allons avoir besoin d'un libéralisme intelligent ». La toile de fond, c'est donc un libéralisme intouchable. Sur cette base, les penseurs de droite, comme les politiques, se divisent sur la manière de mener la guerre des idées. Il y a ceux qui poussent à l'affrontement gauche/droite, à la radicalisation. On en a un exemple, chaque semaine, dans les chroniques d'Ivan Rioufol, du Figaro. Il flirte avec le populisme, et, sur fond de croisade anti-musulmans et de choc des civilisations, nourrit en somme l'idée qu'en ces temps de globalisation, « entre soi, on s'en sortira mieux ». Sans aller jusque là, tout se passe comme si ce choix de la « droitisation » des idées était aussi celui de l'Élysée. C'est l'opi-

nion d'un politologue comme Jérôme Jaffré : Sarkozy pense, dit-il, que la gauche est peut-être populaire mais idéologiquement, la droite reste la plus forte et gagnera en dernière instance sur ses idées : « Sarkozy est à la recherche d'arêtes idéologiques susceptibles de créer une opposition maximale entre droite et gauche ». Nombreux, à droite, redoutent que sur cette voie, ce soit le Front National qui ramasse finalement la mise. C'est probablement l'opinion d'un homme comme Dominique Reynié, professeur à

Sciences Po et directeur de la Finpol, Fondation pour l'innovation politique, liée pourtant à l'UMP : « Réduire la distance (avec le FN), c'est prendre le risque d'ouvrir des voies de passage. ». Notons encore qu'à droite, il y a ceux qui se positionnent « ailleurs » : Michel Maffesoli, par exemple, avocat de la « postmodernité », martèle l'idée que le progrès a fait son temps, que les gens sont pressés de jouir, ici et maintenant ; il vante le « local », le « tribal », plaide pour l'abandon de la valeur travail, mise en avant par Sarkozy, et la réinvention de la droite par le ludique, l'hédonisme (Il apprécie la mode des « apéros géants »).

## TERRA NOVA

**Créée en 2008, l'association « Terra Nova » est présidée par Michel Rocard et dirigée par Olivier Ferrand. Proche de DSK, ce groupe entend peser sur la politique du parti ; c'est lui par exemple qui a lancé l'idée des primaires ; il produit des notes et des essais sur des sujets divers, la réforme des retraites, les leçons de l'échec des Bleus en Afrique du sud, Internet et la campagne électorale d'Obama, l'identité nationale ou les rapports franco-brésiliens... Ferrand, qui dit apprécier les travaux de l'Institut Montaigne sur l'école (Cela rejoint ce que dit DSK), prône une « sécurité sociale professionnelle » pour « compenser la désindustrialisation inévitable ». Incarnant une ligne droitière, sociale-démocrate, « Terra nova » veut « refonder la matrice idéologique de la gauche progressiste ». Alors qu'on demandait à Michel Rocard, cet été, si le PS pouvait se prévaloir de la social-démocratie, il répondait : « Le PS est trop en dehors du coup, car il n'a jamais vraiment accepté l'économie de marché. Sans doute à cause d'un trop grand voisinage avec le Parti Communiste ». L'association compte publier une synthèse de ses travaux fin 2010.**

### LE MEDEF ET SA MYTHOLOGIE

Accordons une mention à part, dans ce remuement idéologique, au MEDEF. Depuis la fin des années 90, sous l'impulsion de Denis Kessler et de François Ewald, ex-maos passés au patronat, l'organisation va fournir, via les universités d'été notamment, et avec le soutien d'abord de Ernest-Antoine Seillière puis de Laurence Parisot, des grilles de lecture très pointues. **Ils vont notamment développer une longue réflexion sur le « risque » : les entrepreneurs sont des « riscophiles », des chevaliers des temps modernes, face à des acteurs sociaux craintifs, obsédés de « protection » et de « couverture sociale ». Toute une mythologie du patron d'aujourd'hui.** L'université d'été 2010 du MEDEF, autour de la mondialisation, s'intitulait « l'étrangeté du monde ».

### LE PS ET « CARE »

« La chasse aux idées bat son plein au PS » estime *Le Figaro*. Dès son arrivée rue de Solferino, Martine Aubry a mis en place le « Laboratoire des idées », structure officielle chargée de préparer 2012, sous la direction de Christian Paul. Ce dernier répète qu'à la prochaine présidentielle, « le PS sera bien mieux préparé qu'en 2007 », qu'il s'agit de

« réinventer une pensée globale » ; ce laboratoire a déjà produit plusieurs rapports. À la droite du PS mouline la structure « Terra Nova » (voir encadré). La « Fondation Jean Jaurès », structure plus ancienne, propose aussi des notes et prévoit la prochaine parution d'un livre, cosigné de Benoît Hamon et de la sociologue Virginie Martin, sur « L'égalité femmes hommes ».

Si le PS bouge les idées, les limites de ce mouvement sont vite perceptibles. Il y a d'abord le côté « instrumental » de ce travail, volontiers souligné par les commentateurs. Il y a surtout le fait que si ce parti pense plus à gauche, il reste dans un choix de gestion purement libérale. Un exemple : l'entrée dans le vocabulaire socialiste de la notion de « care ». Ce terme anglais signifie soin ou bien-être, il englobe à l'origine toutes les relations entre soignant et soigné. L'idée est proposée par Fabienne Brugère, philosophe du « Laboratoire » (ou du « lab » comme on dit au PS) à Martine Aubry ; cette dernière récupère la notion dont elle fait l'axe du futur programme socialiste. **Le message, c'est : regardez comme nous prêtons attention à autrui ; mais c'est aussi une manière de tout renvoyer aux individus, à leur responsabilité personnelle avec, sous entendue, l'idée que l'État ne peut pas tout...** Dire : aidons nous nous-mêmes, n'est-ce pas, en partie, une autre façon de dévaloriser la politique ? La question sociale est renvoyée à chacun. Une façon, non libérale, aussi, de remettre le couvert contre « l'assistanat ». Comme l'observe le politologue Rémi Lefebvre, « si cette notion devient le cœur du système idéologique socialiste, la question des inégalités perdra toute sa centralité. » ■

\* Think tank signifie laboratoire d'idées.

SONDAGES

# Le déclassement social

Par GÉRARD STREIFF

Depuis une quinzaine années, les sondages attestent régulièrement qu'une des principales peurs françaises est celle du déclassement social, que des chercheurs appellent aussi la « mobilité descendante », doux euphémisme.

Par déclassement, il faut entendre le sentiment de vivre moins bien que ses parents; mais se sentent aussi déclassés des gens dont le travail ne correspond par à la formation suivie. L'institut CSA, entre 1993 et 2004, a mené six enquêtes sur le sujet, montrant chaque fois que plus de la moitié des Français (de 53 à 57%) « avait eu peur de devenir un exclu » (voir fig. 1). En décembre 2006 puis en novembre 2007, pour BVA/Emmaüs, 48 puis 47% des sondés disaient redouter de devenir sans abri. En 2009, pour Opinion Way, plus d'un français sur trois avait peur de l'exclusion. Cette peur naturellement est plus forte dans les milieux populaires; elle diminue avec l'âge, elle est plus nette chez les ruraux (45%) que chez les urbains (31%).

La droite, face à cette donnée, tendrait à minimiser l'enjeu. C'est un peu ce qui a été reproché au rapport du Centre d'analyse stratégique (CAS), remis à la secrétaire d'Etat Nathalie Kosciusko-Morizet. Selon cette étude, un Français sur cinq pense vivre un déclassement social par rapport à celui de ses parents. L'étude a fait débat.

Mais le pouvoir est aussi tenté d'utiliser cette notion, comme celle de l'insécurité, pour installer l'idée de la fin du progrès et nourrir le fatalisme, le repli. Tout au contraire, on peut interpréter cette donnée comme un appel à des mesures radicales contre les inégalités sociales.

Sur cet enjeu, on lira avec profit l'essai de la sociologue Camille Peugny, « *Le déclassement* », chez Grasset (2009) ainsi que l'article « Le déclassement, définitions, perceptions » de Julien Damon in « *Regards sur l'actualité* » n°354, octobre 2009, pp 90-98. ■

Fig. 1  
VOUS ARRIVE-T-IL D'AVOIR PEUR DE DEVENIR UN EXCLU ?  
(CSA, MAI 2004)

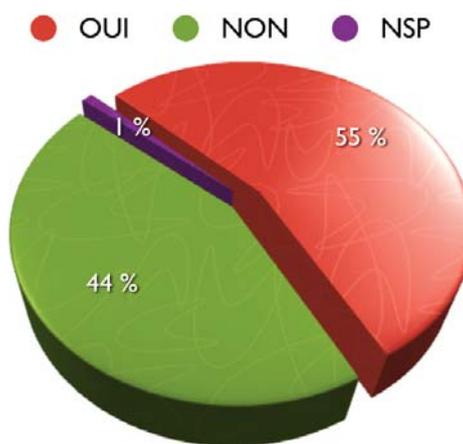
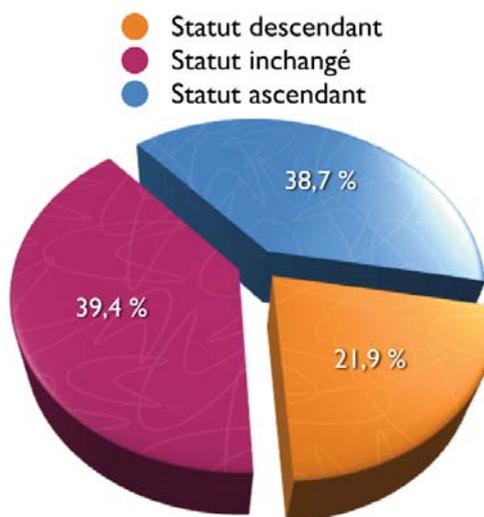


Fig. 2  
L'ÉVOLUTION DU STATUT SOCIAL PAR RAPPORT À LA GÉNÉRATION PRÉCÉDENTE  
(CAS, 2009)



Pages réalisées par GÉRARD STREIFF



La crise capitaliste impose des réponses nouvelles. Le bras de fer est engagé entre les capitalistes et celles et ceux qui défendent un mode de développement alternatif, d'émancipation humaine.

Ce mois-ci, quatre notes des commissions nationales s'inscrivent dans cette toile de fond.

**XAVIER COMPAIN**, responsable de la **commission agriculture-pêche-forêt**, met à l'ordre du jour un nouveau type de développement pour promouvoir un nouvel ordre alimentaire.

**ALAIN MORIN**, pour le **secteur économique**, décrypte le « rapport Camdessus », qui se propose d'institutionnaliser les « réductions des déficits et des dettes publiques » dans les pays de l'union européenne.

Enjeu politique, enjeu de civilisation ! **LAURENCE COHEN**, de la **commission féminisme/droit des femmes**, revient sur l'enjeu du féminisme en lien avec les luttes sur la retraites et pour l'avortement.

**HERVÉ BRAMY**, responsable de la **commission nationale écologie**, fait état de la réflexion et des décisions d'engagement du PCF sur les enjeux énergétiques, climatiques, l'accès à l'eau et les transports.

## AGRICULTURE PÊCHE FORÊT

### Conquérir de nouvelles politiques publiques agricoles

**L'objectif de nourrir la planète oblige la naissance d'un nouvel ordre alimentaire. Il s'agit d'un enjeu de civilisation avec au cœur un nouveau type de développement pour à la fois nourrir les femmes, les hommes et répondre aux questions environnementales, écologiques, climatiques et énergétiques. La vie réelle nous a appris que la lutte contre la faim se pense à l'échelle des cycles de productions, des activités du vivant. C'est donc dès maintenant qu'il faut agir pour prévenir les crises agricoles, écologiques et les insécurités alimentaires de demain.**

**D**e grands principes sur lesquels l'humanité souhaite construire durablement la satisfaction des besoins humains doivent être pérennisés par l'invention de règles de production, de consommation, de partage et de coopération au service du progrès partagé. Par le prisme de la souveraineté alimentaire (droit fondamental des peuples), la responsabilité politique est confiée aux états, aux élu-e-s et aux populations de définir leurs politiques agricoles et alimentaires. L'exigence d'une réforme agraire y compris la redistribution de quotas de pêche répond à la préoccupation de développer des agricultures paysannes et la pêche artisanale productrices de denrées de qualité. La réforme de l'ONU dans le sens d'une nouvelle gouvernance mondiale pour l'alimentation s'affirmant indépendante des logiques actuelles de l'OMC, du FMI, de la Banque Mondiale devient une nécessité incontournable. Au centre de cette instance renouvelée, de nouvelles missions impératives : mettre fin à la spéculation des matières premières agricoles, l'instauration de clauses de sauvegarde pour protéger les terres des pays menacés, la taxation

à un taux dissuasif des importations abusives pour financer la relocalisation des productions, la sortie de l'agriculture et l'alimentation de l'OMC.

Pour mieux être au service de ce progrès si elle en a la volonté politique, l'Europe doit : utiliser sa préférence communautaire et organiser ses échanges avec les pays tiers sans dumpings sociaux, sanitaires, environnementaux, sous la forme d'accords mutuellement avantageux, fixer un prix minimum indicatif européen avec pour objectif la rémunération du travail paysan, répartir la plus value entre producteurs, industries agro-alimentaires et la grande distribution tout en garantissant l'accès des consommateurs à l'alimentation.

En France, malgré la politique de Nicolas Sarkozy et de la droite qui vise à laisser les mains libres aux géants de l'agroalimentaire, aux distributeurs et aux spéculateurs, des conquêtes sont à portée de main. Travaillons à gagner l'adoption de la proposition de loi sur le Droit au Revenu Agricole déposée à l'Assemblée Nationale par André Chassaigne au nom de la Gauche démocrate et républicaine. Cette proposition offre des solutions pour sortir l'agriculture française de la crise en général et de celle « de revenus » en particulier. C'est un arsenal avec des dispositifs permettant la mise en œuvre d'un coefficient multiplicateur, la définition de prix minimums indicatifs, la mise en place d'une conférence annuelle par production associant l'ensemble du monde agricole et donnant lieu à négociation sur les prix, l'encadrement des marges de la grande distribution.

Ces propositions sont à disposition des forces politiques, syndicales, associatives de Gauche. Elles seront constructives à l'élaboration du Pacte d'Union Populaire que nous avons décidé au 35<sup>e</sup> Congrès. ■

*Évènement : Du 24 au 26 septembre 2010, une importante délégation du PCF conduite par Pierre Laurent (secrétaire National) participera à la rencontre : « Bamako 2010, Afrique-France-Europe, 50 ans après les indépendances, bilan et perspectives ». Rendez-vous Co-organisé par le PCF et l'UM-RDA du Mali dans le cadre de la célébration des 50 ans d'indépendance de nombreux pays africains*

**XAVIER COMPAIN**

Membre du Conseil National du PCF

## SECTEUR ÉCONOMIE

**Rapport Camdessus : l'austerité pour l'éternité**

**Alors que la crise financière et la récession de 2008-2009 auraient du conduire à une réorientation pour une efficacité sociale de l'utilisation des fonds publics, du crédit et des profits avec de nouveaux pouvoirs d'intervention des salariés, des populations et de leurs élus, le rapport Camdessus institutionnalise des réductions des déficits et des dettes publiques dans l'Europe entière**

La crise financière et la récession de 2008-2009, sans précédents depuis la guerre, et la grave crise de l'euro en 2010 auraient du conduire à une mise en cause de toutes les pratiques et règles actuelles. Il s'agit, notamment, des règles de la construction européenne actuelle. Les gigantesques interventions publiques (États et BCE) n'ont visé qu'à remettre le même système à flot, au lieu de répondre aux énormes besoins contrariés de développement des populations. Cela entraîne un formidable gâchis de financements publics, conduit à un surendettement public. Celui-ci effraie d'autant plus les marchés que ces interventions, loin de ramener une croissance dynamique, développent tous les facteurs de chômage, d'insuffisance des qualifications, des revenus et une croissance durablement anémique.

Alors que tout invite à une réorientation pour une efficacité sociale de l'utilisation des fonds publics, du crédit et des profits avec de nouveaux pouvoirs d'intervention des salariés, des populations et de leurs élus, cette fuite en avant amène les dirigeants européens à prétendre faire intérioriser ces contraintes dans les pratiques politiques et les institutions de chaque pays. On parie sur une alternance entre majorités politiques qui, au-delà de différences à la marge, seraient liées par un pacte de fer sur les conditions de réductions des déficits et des dettes publics. C'est dans cette visée que s'inscrit le rapport Camdessus.

Le rapport du groupe de travail « Réaliser l'objectif constitutionnel d'équilibre des finances publiques » présidé par M. Camdessus se présente comme un vadé-

mécum technocratique bipartisan instituant dans la Constitution que : « les orientations pluriannuelles des finances publiques sont définies par des lois de programmation ». (...)

La seule véritable ambition du rapport Camdessus est de doter la France d'un dispositif qui serait susceptible de lui lier les mains en matière de politique budgétaire, au niveau national et local, et en matière de protection sociale. Et cela, de façon telle que, au delà des alternances d'équipes au gouvernement, soit respectée une norme de limitation à même de rassurer les marchés financiers auprès desquels sont émises des dettes publiques (...)

Cet impératif doit d'autant plus s'imposer, martèle le rapport, que l'allongement de la durée de la vie et le vieillissement des populations vont entraîner une tendance à l'augmentation des dépenses publiques et sociales contradictoire avec la perspective que les marchés financiers absorbent de plus en plus de richesses produites par le pays. (...)

Le dispositif institutionnel envisagé ne s'imposerait comme la "loi fondamentale" aux gouvernements successifs que si, et seulement si, ceux-ci s'inscrivent dans une simple alternance politique autour d'un socle commun consensuel avec primat de la rentabilité financière et des marchés financiers excluant toute ambition d'utilisation alternative de l'argent des profits, des fonds publics et, surtout, du crédit bancaire, toute réorientation de l'Europe et, particulièrement, des missions et de la politique monétaire de la BCE, toute transformation du Fonds européen de stabilisation financière créé le 9 mai dernier, tout apport original de la France et de l'Europe à une nouvelle construction mondiale.

**Il s'agit d'abord d'introduire dans notre législation une loi-cadre de programmation des finances publiques (LCPFP) qui bénéficierait de la primauté par rapport aux lois de finances (LF) et aux lois de financement de la sécurité sociale (LFSS) et qui fixerait pour chaque année de la période de programmation considérée :**

- **Un plafond du niveau des dépenses de l'Etat (loi de finances) et un plafond du niveau des dépenses de la sécurité sociale (LFSS) ;**

- **Un plancher des recettes de l'Etat et de la sécurité sociale résultant de choix nouveaux concernant, particulièrement les prélèvements obligatoires (impôts et cotisations sociales).**

On retrouve ici les propos de Jacques Attali (Les échos 22/08/2010) selon lesquels il faudra dix années de rigueur et, pour cela, « définir le programme commun minimum qui devra être appliqué, quoi qu'il arrive, sans interruption pendant les dix ans qui viennent et quelle que soit la couleur politique des Présidents de la République ».

L'objectif est de contenir le plus possible la part des prélèvements obligatoires (impôts et cotisations) dans les richesses produites afin de permettre aux prélèvements financiers du capital (intérêts et dividendes) de continuer de croître beaucoup et rapidement.

Le rapport précise que « ces propositions ont réuni, pour l'essentiel, un large consensus. Elles fixent des règles qui, sans imposer à une nouvelle majorité politique les choix politiques de la précédente, (...) établissent cependant un cadre rigoureux de progression vers l'objectif d'équilibre ».

Autrement dit, la différence entre ces majorités politiques devrait être de l'ordre d'amendements très à la marge d'un vaste bloc consensuel et réputé intouchable sur l'argent et les pouvoirs. ■

**ALAIN MORIN**

Rédacteur en chef de la Revue  
*Économie et politique*

SECTEUR FÉMINISME  
DROITS DES FEMMES**Les femmes, toujours les premières concernées dans les luttes**

**Malgré des luttes féministes importantes ayant entraîné des avancées considérables, l'égalité entre les femmes et les hommes n'existe toujours pas.**

Que ce soit dans l'accès à la formation et à l'emploi, dans les formes d'emploi et les positions occupées au sein de la division sociale du travail, dans les salaires à qualification similaire, dans le partage des tâches et des fonctions dans le couple et au sein de la famille, dans le regard que la société porte sur l'image du corps de l'un et de l'autre. Enfin, en dépit de la loi sur la parité, l'accès égal aux postes de responsabilité politique est loin d'être réalisé.

Les femmes subissent une double peine, celle de l'exploitation capitaliste et celle de la domination masculine (domination patriarcale).

Mener ces deux combats de front est la condition de toute transformation de la société, c'est le sens du travail que porte notre commission.

### LA RÉFORME DES RETRAITES

Les réformes du gouvernement Sarkozy ne font qu'aggraver les inégalités tirant vers le bas l'ensemble de la société.

Nous sommes engagés dans la bataille contre la réforme des retraites qui, pour 60% de femmes au moins, signifie l'obligation de travailler jusqu'à 67 ans. Le montant mensuel moyen des retraites des femmes est de 848 euros soit un écart de près de 40% avec celles des hommes.

Les raisons sont multiples : la période de la retraite arrive après une vie passée sur le marché du travail et se transforme donc en une caisse de résonance de toutes les inégalités que les femmes y subissent. Les écarts de salaires à responsabilités et qualifications égales, les carrières morcelées dues notamment au manque cruel de structures d'accueil de la petite enfance permettant le retour à l'emploi après la maternité, les salaires particulièrement bas des femmes, l'accumulation de contrats précaires ou encore le recours fréquent des entreprises au temps partiel sont autant d'inégalités que l'on retrouve amplifiées au moment de la retraite.

De précédentes réformes ont déjà creusé les écarts. Ainsi, lorsque la droite a choisi d'allonger la durée de cotisation et de passer, pour le calcul des pensions de retraites, des 10 aux 25 meilleures années, elle a clairement dégradé le niveau de vie des femmes retraitées.

Nous ne voulons pas de cette réforme, nous devons et nous pouvons préserver un système solidaire en agissant sur le niveau des salaires, sur le calcul du taux de réversion et ses modalités (par exemple en ouvrant de nouveaux droits aux couples pacés), en augmentant les cotisations patronales en particulier sur les emplois précaires et à temps partiel, en taxant les revenus financiers et les dividendes versés aux actionnaires, en développant et en créant des emplois.

Ces mesures structurelles sur le marché du travail doivent s'accompagner de mesures d'urgence pour lutter contre la précarité des retraitées : meilleure indemnisation des congés maternité, politique de lutte contre les temps par-

tiels et les contrats précaires, maintien des dispositifs existants pour les salariés du public parents de 3 enfants.....

Nicolas Sarkozy veut en finir avec les politiques de protection sociale et de solidarité nationale, il économise sur le dos des populations, cassant tous les services publics, de l'école à la santé, afin de faire fructifier les intérêts d'une caste de privilégiés.

### DROIT À L'AVORTEMENT

Conquis de hautes luttes par les femmes, le droit à l'avortement est plus que jamais menacé. La loi Bachelot marque une nouvelle et forte dégradation de la santé publique. Au fur et à mesure des restructurations des hôpitaux, nous assistons à la réorganisation des services publics hospitaliers avec réduction drastique de personnels et, dans la plupart des cas, fermetures des centres IVG. Onze centres sont menacés dans les mois qui viennent !

Déjà les délais d'attente de plus de trois semaines pour obtenir un RDV ou le non respect de l'obligation d'ouvrir des centres dans les établissements publics, conduisaient plus de 5000 femmes à se rendre à l'étranger pour avorter. La loi Bachelot, au nom de la rentabilité

financière, va porter un coup fatal au droit à l'avortement.

Contre la remise en cause d'une liberté fondamentale pour les femmes, celle de disposer de leurs corps, le PCF appelle à participer à la manifestation nationale unitaire qui se déroulera à Paris le 6 Novembre prochain.

Associations féministes, syndicats, partis de gauche exigeront l'ouverture et le maintien de tous les centres IVG, des centres de qualité avec des personnels reconnus. Nous demanderons également que les délais pour un premier RDV n'excèdent pas cinq jours.

Toutes ces réformes, portées par la droite française, se retrouvent dans tous les pays européens. Cette remise en question des droits des femmes à l'échelle de l'Europe nécessite de penser des actions communes.

Dans le cadre de la tenue du 3ème congrès du Parti de la Gauche Européenne, nous avons décidé, avec les militantes des différents pays adhérents, de réitérer l'organisation d'une Assemblée de Femmes en ouverture du Congrès. ■

LAURENCE COHEN

Responsable de la commission  
Féminisme/droits des femmes

21

### SECTEUR ÉCOLOGIE

## Pour une écologie citoyenne

**Chacune et chacun d'entre nous le mesure, notre époque est celle d'une prise de conscience que l'avenir même de la planète est menacé si on continue ainsi. Il y a urgence !**

À mi-parcours, l'année 2010 est déjà une année noire : la tempête Xynthia, les coulées de boues de Draguignan, les inondations dramatiques en Pologne, les feux de forêt en Russie qui ont pour conséquence l'augmentation du cours du blé, les inondations dramatiquement mortelles au Pakistan et en Chine, le séisme qui a frappé Haïti, et la marée noire causée par le géant pétrolier BP.. Ces faits témoignent de l'impérative nécessité de faire vivre dans la pensée et l'action politiques l'incontournable interaction entre sociétés humaines et nature. **S'engager à pla-**

**cer les défis écologiques au cœur de notre projet comme de notre pratique militante constitue en soi une transformation à part entière qu'il nous faut mener à bien.**

### QUEL EST LE PLAN DE TRAVAIL DE LA COMMISSION ÉCOLOGIE ?

Aider à engager le débat avec nos concitoyens pour contribuer à l'élaboration d'un programme partagé qui intègre les enjeux écologiques. La démocratie constitue là aussi un marqueur de notre positionnement à l'opposé de la stratégie de la peur entretenue à des fins électoralistes.

Il en est ainsi des questions économiques notamment celles de la production comme de la consommation. Il s'agit d'un débat de société au sein duquel les citoyens doivent être en maîtrise des enjeux. L'entreprise ne peut échapper à cette nécessité. Comment penser un mode de développement, de production et de consommation sans donner de nouveaux pouvoirs aux salariés qui leur permettent de concevoir et d'intervenir sur les processus de travail ?

> SUITE  
PAGE 22

SUITE DE >  
LA PAGE 21

On est ici au cœur de l'enjeu de classe. A contrario de cette pensée destructrice **nous voulons préserver les biens communs de l'humanité, les ressources naturelles du champ dévastateur des marchés.** Nous voulons promouvoir, dans tous les domaines, un nouveau mode de développement, qui soit à la fois durable, renouvelable sur le plan écologique et générateur de nouvelles conquêtes sociales et d'émancipation humaine. **Tout cela implique de dépasser l'économie de marché capitaliste pour avancer vers une économie solidaire et de partage. Le travail engagé au sein du pôle Nouveau Mode de Développement doit s'accélérer.**

Au-delà des idées nous devons, par le débat et la lutte, nous confronter à de grands enjeux de société. Prenons quelques exemples :

### 1°- L'ÉNERGIE.

Pour ce qui nous concerne, nous considérons qu'il faut nous préparer à la société de l'après pétrole, mais quelle source d'énergie alors solliciter ? Les besoins en énergie vont aller croissant de par le monde, mais comment les satisfaire et avec quelle technologie ? Nous sommes favorables à l'accroissement des énergies renouvelables partout où cela est possible. Mais pour répondre aux besoins nous continuons de penser que le nucléaire – malgré ses inconvénients notamment les déchets – reste un mode de production énergétique utile. Dans ces conditions, quelle bataille politique mener sur le terrain, pour un mixe énergétique qui préserve la couche d'ozone, tout en répondant aux besoins de la production et des besoins des ménages ?

Ces questions ouvertes appellent une réflexion exigeante et citoyenne. C'est le sens que nous donnons à l'organisa-

**tion d'un séminaire du parti pour traiter des défis énergétiques pour aujourd'hui et demain.**

### 2°- LE CLIMAT.

Nous avons engagé un important travail sur le Climat. Nous avons produit de la pensée, des points de vue, organisé des ateliers. Nous avons contribué, avec le PGE à des mobilisations lors du sommet de Copenhague. On le sait les chefs d'états ont accouché d'une souris après de longs mois d'intenses négociations sur le prix à payer pour préserver le climat. Pour les pays industrialisés il s'agit d'adapter leur système de production et il s'agit également de contribuer par le transfert de technologies propres au développement légitime des pays pauvres. Il faut le dire franchement, cela représente des sommes énormes à mobiliser.

Le débat sur le climat est donc loin d'être clos. Depuis Copenhague les négociations se sont poursuivies afin de préparer un nouveau sommet à Cancun au Mexique fin décembre. La mobilisation des peuples lors de Copenhague doit prendre un nouvel essor. Nous proposons d'organiser en France un ou deux Cancun afin de continuer la lutte et promouvoir nos propositions.

### 3°- DE L'ACTION DE NOS ÉLUS.

Nous n'avons pas la place ici pour souligner l'originale et intense activité de nos élus dans le domaine environnemental. Un inventaire de leurs réalisations s'avèrerait nécessaire afin de modifier quelque peu notre image dans la population. Pourquoi ne pas y travailler ? En attendant le Parti, ses militants devraient s'attacher à porter plus avant leurs engagements et leurs combats dans le débat public. Je pense pour l'exemple à trois sujets :

**Nous ne pouvons concevoir une efficacité de la politique environnementale qui puisse être utile à la planète sans une intense intervention pour la réduction des inégalités sociales.** Les parlementaires communistes et du PG ont déposé une **proposition de loi visant à mettre en œuvre le droit à l'eau** qui vise à garantir de manière préventive l'accès à ce droit fondamental pour de nombreuses familles qui doivent faire face à des difficultés de pouvoir d'achat. Un projet de loi gouvernemental reprenant nos propositions sera examiné au parlement en octobre. Plus largement la gestion de l'eau est au cœur de nombreux débats locaux. **La création d'un service public national de l'eau est d'actualité.** En 2012, Marseille accueillera le sommet mondial de l'eau. D'ici là nous pouvons nous emparer de tous ces enjeux dans les débats et les luttes pour faire connaître nos positions et nos réalisations. **Une campagne nationale de communication sera mise à disposition des communistes.** Les élus régionaux communistes ont plusieurs vice-présidents aux transports ont engagé avec les syndicats une grande initiative pour **le maintien et le développement en service public du Fret SNCF.** Il s'agit là d'un dossier au croisement d'enjeux économique, social et environnemental ; nous pouvons également nous saisir de ces questions !

Enfin, pour aider à cette mise en dynamique nationale nous avons décidé d'un **programme de formation ouvert aux adhérent-es** qui pourra être régionalisé. Il s'agit avec l'organisation d'auditions de participer largement à la diffusion de nos propositions. ■

**HERVÉ BRAMY**

Responsable de la commission nationale écologie



Par **ALAIN VERMEERSCH**

## Rentrée « littéraire » politique

Le livre politique fait un retour en force à la rentrée avec plusieurs essais critiques sur Nicolas Sarkozy, un portrait de DSK doublé d'une investigation, une enquête sur Le Pen, un livre de Michel Rocard ou encore deux ouvrages sur la ministre de l'économie, Christine Lagarde.

**T**ous ces livres paraîtront en septembre ou octobre, au côté des 700 romans de la rentrée... À tout seigneur, tout honneur, c'est le président de la République qui a inspiré le plus d'auteurs, pour la plupart journalistes.

### Essais critiques sur Sarkozy, Lagarde fascine, DSK aussi.

Marie-Eve Malouines, chef du service politique de France Info, dissèque la psychologie du chef de l'Etat dans «**Nicolas Sarkozy, le pouvoir et la peur**» (Stock) et le journaliste Denis Jeambar livre au lecteur un sans équivoque «**Monsieur le président, tout est pourri dans votre royaume**» (L'Opportun).

Le sociologue Cyril Lemieux, spécialiste des médias, qui avait tenu un blog pendant la campagne présidentielle 2007 intitulé «Prises de parti journalistique», persévère avec «**Nicolas Sarkozy, élu par les médias**» (Transvalor). Ses confrères Michel Pinçon et Monique Pinçon-Charlot publient quant à eux «**Le président des riches**» (Zones).

Potentiel candidat PS à la présidentielle en 2012 et actuel directeur général du Fonds monétaire international (FMI), **Dominique Strauss-Kahn** est au cœur d'un portrait sobrement intitulé «**DSK**» (Hugo & Compagnie) signé Jean-Pierre Gonguet et Florence Raillard, mais aussi d'une enquête de Yves Azeroual et Joachim Ohnona,



«**Les dessous chocs de l'affaire DSK**» (éditions du Moment). DSK fait aussi partie, selon son auteur David Revault d'Allones, des prétendants à «**Un fauteur pour trois, une enquête secrète au cœur du PS**» (Robert Laffont).

La ministre de l'Economie, **Christine Lagarde**, fait une entrée en fanfare avec deux ouvrages qui lui sont consacrés : «**Christine Lagarde enquête sur la femme la plus puissante de France**» (Michel Lafon) de Cyrille Lachèvre et Marie Visot et «**Christine Lagarde, souris et serre les dents**» (Alphée-Jean-Paul Bertrand) de Martial You.

Le leader du Front national fait par ailleurs l'objet d'une enquête de Azzedine Ahmed-Chaouch, «**Le testament du diable, les derniers secrets de Jean-Marie Le Pen**» (éditions du Moment).

### QUAND LES POLITIQUES PRENNENT LA PLUME...

D'autres prennent eux-mêmes la plume comme l'ancien Premier ministre socialiste **Michel Rocard**, qui revient sur ses engagements, ses choix et ses actions dans «**Ma trajectoire**» (Flammarion). Chez le même éditeur, le ministre de la Défense, **Hervé Morin**, se lance «**Dans l'arène, au cœur du gouvernement, un ministre raconte**», tandis que la secrétaire d'État à l'Écologie, **Chantal Jouanno**, se livre «**Sans tabou**» (La Martinière).

L'ancien Haut-commissaire aux Solidarités actives **Martin Hirsch** publie «**Pour en finir avec les conflits d'intérêts**» (Stock), le député PS **Arnaud Montebourg** écrit un «**Antimanuel de politique**» (Bréal), tandis que le leader du Parti de gauche **Jean-Luc Mélenchon** fait son «**Devoir de rupture**» (J.-C. Gawsewitch).

### Atteinte à la liberté : les dérives de l'obSESSION sécuritaire.

J. Zeh, I. Trajanow. Actes Sud (septembre) La romancière et juriste Juli Zeh et l'écrivain Ilija Trojanow nous mettent en garde : depuis le 11 septembre 2001, aux États-Unis mais aussi en Europe, les droits fondamentaux pour lesquels nos ancêtres se sont battus ont souvent été bafoués, et l'arbitraire s'installe. Intrusions dans nos vies privées, contrôle de nos opinions, de nos correspondances, de nos déplacements... Les auteurs tirent la sonnette d'alarme et posent les questions cru-

ciales : Pourquoi laissons-nous faire ? Et comment devons-nous nous défendre ? Dans cet essai richement documenté, Juli Zeh et Ilija Trojanow dressent un tableau stupéfiant des conséquences désastreuses d'une obsession sécuritaire dont les Français aussi font les frais.

## La nouvelle idéologie française

**Béatrice Durand.** Stock (septembre) Depuis les années 1980, au moment où les projets marxistes et révolutionnaires quittaient la scène, une nouvelle idéologie typiquement française s'est installée dans le paysage : le républicanisme. Tout le monde s'est mis à se réclamer de la république et de ses valeurs ; aucun mot n'est mieux porté, à droite comme à gauche. Le « modèle républicain » serait maintenant le modèle français. L'identification à la République est devenue l'épine dorsale de notre identité. Ce républicanisme recouvre, en vrac, notre conception de l'État de droit, la manière dont nous comprenons la laïcité et la séparation de l'Église et de l'État, notre conception de l'école méritocratique, etc. Et aussi la manière dont nous réglons les revendications particularistes, depuis le régionalisme jusqu'aux fameuses affaires du voile islamique et, maintenant, de la burqa.

Un regard sur ce qui se passe chez nos voisins européens nous aiderait à comprendre qu'on peut conjuguer d'autres façons les idéaux qui sont les nôtres et leur mise en application. Non seulement la République n'est pas l'apanage de la France, mais son principe devrait permettre d'articuler les identités particulières et la vie commune en laissant à l'individu un maximum de liberté dans le choix et l'expression de ses convictions. Ne serait-ce que dans la manière de gérer les revendications identitaires. Ne serait-ce aussi que dans la manière d'aborder la question de la religion et de son articulation au politique.

Il faut revisiter notre conception de la République, en espérant qu'on pourra ainsi la rendre moins arrogante, moins franchouillarde, en espérant aussi que notre actuel républicanisme cessera d'être un autoritarisme contraire aux principes d'une société démocratique.

## Le temps du monde fini : vers un postcapitalisme civilisé.

**Geneviève Azam.** Les liens qui libèrent (septembre) « Le temps du monde fini commence » écrivait Paul Valéry en 1931. Pourquoi cet appel n'a-t-il pas été entendu ? Comment faire de la conscience de cette finitude un commencement ? Près d'un siècle s'est écoulé et la globalisation économique a accéléré la clôture du monde et celle de l'imagination. Les vainqueurs laissent une Terre épuisée et un monde commun miné par les inégalités, le déracinement et la violence. Ce monde-là, assigné à la rentabilité immédiate, s'effondre. Les crises mettent à nu la promesse empoisonnée de réaliser la liberté et la justice par le « libre » échange, la croissance et la consommation, elles dévoilent l'illusion scientifique qui repousse à l'infini les limites de la Terre et l'espoir fou de s'affranchir de la matérialité de l'existence. Elles heurtent aussi les forces « progressistes ».

S'inscrire dans le temps du monde fini, c'est s'échapper de l'enclos et écouter les voix, souvent celles des vaincus, qui, au Nord et au Sud, expriment plus que leur défaite ; elles disent que la Terre et ses éléments sont un patrimoine commun vital et inaliénable ; elles opposent le « bien vivre » au « toujours plus », les mondes vécus aux abstractions expertes ; elles luttent pour conserver les biens communs qui les protègent et les enracinent, réinventent la démocratie et l'aspiration à l'universel. Sous les décombres souffle un autre imaginaire, fait de coopération au lieu de concurrence, d'attachement à la Terre au lieu d'arrachement, d'une propriété-usage au lieu de la propriété-appropriation, d'une liberté retrouvée face à la « raison » économique et à l'asservissement de sujets renvoyés à eux-mêmes.

## Adieu à la croissance

Jean Gadrey. Les petits matins (octobre) « Je ne crois pas que là soit le problème du néolibéralisme et de la financiarisation excessive (l'absence de croissance). Il est exact que ces logiques sont néfastes pour la croissance en Europe, mais je défends (avec d'autres) l'idée que la recherche de la croissance est devenue néfaste et que très probable-

ment la croissance prendra fin dans les pays « riches » dans les années ou décennies à venir, qu'on la poursuive ou pas. C'est l'objet d'un livre à paraître début octobre, sous le titre « Adieu à la croissance ».

## La finance contre la croissance ? Chronique d'une rupture.

**Henri Bourguinat.** Maxima (septembre) Ce qui devait être le « bout du tunnel » de l'après crise financière laisse un goût amer. Montée inexorable du chômage, croissance molle, dettes publiques qui explosent, attaques contre l'euro par les dérivés de crédit... autant de signes inquiétants.

Alors même que la sphère financière se reprend, que les banques retrouvent de solides profits et que les rémunérations de leurs dirigeants affichent des niveaux insolents, c'est cette fois l'économie réelle qui souffre profondément. Comment est-on passé d'une situation où la finance était un moteur de l'économie et concourait à la croissance à cet état où les banques semblent être bénéficiaires quel que soit l'état des autres composantes du monde économique (entreprises, fonction publique etc...). Tel est l'objet de ce livre écrit par un économiste réputé et un professionnel du monde des affaires. ■

## LA REVUE DES BULLETINS



Ici vous trouverez dans le prochain numéro, la liste des derniers bulletins internes des commissions nationales.

Merci aux différents secteurs de travail d'envoyer vos publications à : [projet@pcf.fr](mailto:projet@pcf.fr)

Chaque mois, des chercheurs, des étudiants vous présentent des ouvrages.

**PASCAL MARTINI**

**La CGT investit la police** 2010.

Disponible auprès de l'UFR CGT de la Police Nationale.

Par **ADRIEN TIBERTI**

Le récit de la vie militante de P. Martini, ancien secrétaire général de la CGT Police, est une lecture enrichissante pour qui veut dépasser les poncifs sur les policiers et réfléchir sur ce que pourrait être un véritable service public de la Police Nationale.

Apprendre que la police compte en son sein de véritables militants d'un syndicalisme confédéré et progressiste ouvre une perspective : il devient possible de démontrer comment, depuis le milieu des années 1980, tous les gouvernements ont mis en œuvre une politique continue pour séparer les policiers du reste de la population, comment répression syndicale, démagogie et corporatisme ont creusé un fossé si important.

**Ce témoignage rappelle que l'espoir existe, au sein même de la Police Nationale, pour que les « forces de l'ordre » deviennent enfin un instrument démocratique au service de la population plutôt qu'un soutien de l'ordre établi. ■**

**LAURENT MUCCHIELLI\***

**« Vers une criminologie d'État en France ? Institutions, acteurs et doctrines d'une nouvelle science policière » in *Politis*, 2010/1 (n° 89).**

Par **PIERRE LAROCHE**

**« Une stratégie de domination institutionnelle et intellectuelle ».** C'est ainsi que L. Mucchielli qualifie le débat autour de la « guerre au crime » dont l'enjeu est de mettre fin à une exception française : l'absence de discipline criminologique.

En 2009, N. Sarkozy a créé une chaire de « criminologie appliquée » au Conservatoire National des Arts et Métiers pour son ami Alain Bauer : depuis, celui-ci mène une bataille idéologique pour imposer une « science criminologique », conçue comme essentiellement policière. Au cœur de cette bataille, le contrôle des chiffres de la délinquance, de leur production et de leur communication, la multiplication des enquêtes portant sur les victimes, le développement des recherches sur les phénomènes de délinquance au détriment de celles sur la police.

Sont alors créés de multiples organismes de recherche et de formation dans les domaines de la sécurité et de la défense. Leur mission : déceler les « nouvelles menaces » de la « violence urbaine », de la « mondialisation criminelle » ou du « cyber-crime ». Ces organismes bénéficient de crédits publics et privés et de l'accueil favorable de maisons d'éditions (PUF et même CNRS éditions). L'ensemble de ce réseau, bien implanté dans la sécurité privée, tend à croître avec la réduction du nombre de policiers et gendarmes. ■

\* **Laurent Mucchielli** est sociologue. Il est notamment l'auteur de : *La Frénésie sécuritaire. Retour à l'ordre et nouveau contrôle social*, Paris, La Découverte, 2008 ; *Quand les banlieues brûlent. Retour sur les émeutes de novembre 2005*, Paris, La Découverte, 2007 ; *Violences et insécurité, Fantômes et réalités dans le débat français*, Paris, La Découverte, 2002.

Il anime depuis 2001 le groupe CLARIS (Clarifier le débat public sur la sécurité) qui publie une revue en ligne (dernier numéro : « la municipalisation des politiques de sécurité »). <http://www.groupeclaris.org/>. <http://blog.claris.org/>.

**LOÏC WACQUANT**

**Les prisons de la misère Raisons d'Agir, 1999 et Punir les pauvres. Le nouveau gouvernement de l'insécurité sociale. Agone, Contre Feux, 2004.**

Par **AUGUSTIN PALLIÈRE**



Loïc Wacquant décrit le *complexe commercial-carcéro-assistanciel* américain : une politique répressive datant des années 1980 qui s'en prend particulièrement aux noirs, aux jeunes et aux pauvres et s'appuie sur l'emprisonnement et le fichage judiciaire de ces populations. Il montre l'inefficacité de cette politique et dévoile ses fondements idéologiques : les théories de la *tolérance zéro* et de la *vitre cassée* (selon laquelle la répression des petites incivilités fait reculer le grand banditisme), fondées sur une pensée réactionnaire qui peut se résumer ainsi : la source de la criminalité, c'est le criminel ; la source de la pauvreté, c'est le pauvre.

Le mérite de ces ouvrages est de faire le lien entre politique pénale et politique sociale. Dans un contexte de précarisation du salariat, une politique ultra répressive répond selon l'auteur à trois missions économiques, sociales et idéologiques : soumettre la classe ouvrière à de nouvelles conditions de travail, emprisonner ses éléments les plus rétifs et donner à voir un État fort, précisément alors qu'il se retire la vie économique et sociale. Sans confondre la France et les États-Unis, l'auteur montre que tous les gouvernements depuis 1997, de droite comme de gauche, s'alignent sur cette politique.

*Punir les pauvres* propose en outre quelques pistes pour ne pas tomber dans le piège sécuritaire : combattre les glissements sémantiques qui déplacent le débat, rappeler que la prison n'est que très rarement une solution, refuser la collaboration entre les services sociaux et les services de police et surtout considérer la sécurité non pas comme la seule sécurité physique des individus mais bien aussi comme la sécurité de l'emploi, du revenu, du logement... Sur ces bases, l'auteur appelle à une collaboration plus étroite entre militants et chercheurs. ■

Critiques coordonnées par  
**MARINE ROUSSILLON**

Par YVON QUINIOU\*

# Morale et politique

La crise récente du capitalisme a fait resurgir dans l'actualité la question des rapports entre morale et politique : spéculation financière, comportement des traders, creusement scandaleux des inégalités et paupérisation des plus pauvres, etc., tout le monde a été sensible à ce qu'il y a de scandaleux moralement dans le capitalisme et on a même vu Sarkozy, sans doute le chef d'État qui a bafoué le plus la morale en politique depuis longtemps, réclamer publiquement la moralisation du système.

**L**e problème est qu'il y a beaucoup d'hypocrisie dans cette manière de faire intervenir la morale : on s'en sert pour critiquer des comportements individuels et les excès visibles de l'injustice sociale, rarement pour critiquer le capitalisme en lui-même, dans son fonctionnement ordinaire. Pourquoi ? Cela tient à une conception restrictive de la morale, ancienne mais remise à la mode par des philosophes comme L. Ferry ou A. Comte-Sponville. Les valeurs morales, dont Kant nous a donné la plus parfaite définition au 18<sup>e</sup> siècle – critère de l'Universel, respect d'autrui, autonomie – sont appliquées au seul champ des rapports interpersonnels où la responsabilité des individus est clairement engagée, mais exclues des rapports sociaux qui influencent pourtant la part la plus importante de notre existence, par exemple à travers le travail, ses conditions et sa rétribution, et les conséquences que cela entraîne pour la vie hors travail. L'argument avancé par Comte-Sponville dans un livre à succès, Le

capitalisme est-il moral ?, mais que le théoricien du néo-libéralisme Hayek avait déjà formulé au 20<sup>e</sup> siècle, est que le système économique actuel n'a été voulu par personne en particulier et qu'il est constitué de processus objectifs, de nature scientifico-technique et déterminés par des « lois » quasi naturelles (celles de la concurrence, par exemple) sur lesquels les hommes n'auraient pas de prise. L'économie capitaliste n'aurait donc pas à être jugée moralement : elle ne serait ni morale ni immorale, mais amonale, et on ne pourrait y intervenir pour en atténuer les méfaits sociaux que de l'extérieur et à la marge, à travers une politique de régulation réduite à pas grand chose.

C'est là une erreur majeure et sur l'économie et sur la morale dans son nécessaire prolongement politique. Sur l'économie puisqu'on oublie alors qu'elle est faite de pratiques par lesquelles certains hommes se comportent d'une certaine manière à l'égard d'autres hommes – en les exploitant, en les mettant au chô-

\* Yvon Quiniou est philosophe. Son dernier livre s'intitule *L'ambition morale de la politique. Changer l'homme ?*, L'Harmattan, collection Raison mondialisée, 2010.



mage, en délocalisant leur entreprise, par exemple – et qu'elle n'obéit pas à des lois naturelles immuables et implacables, mais à des règles faites par les hommes et qui peuvent donc être modifiées ou défaits par eux. « *L'économie politique ce n'est pas la technologie* » dit Marx justement (*Contribution à la critique de l'économie politique*), elle s'offre donc au jugement de valeur moral. Car si une technique est bien neutre moralement en elle-même, son usage ne l'est pas en raison de ses effets sur l'existence des hommes. Se saisir d'un nouveau procédé de production plus efficace pour supprimer des emplois et augmenter les profits, au lieu de réduire le temps de travail, voilà le type même d'un comportement économique qui peut et doit être jugé, en l'occurrence condamné.

Mais c'est aussi une erreur sur la morale. Portant sur les rapports avec autrui (et non sur la seule vie individuelle comme l'éthique), il faut admettre qu'elle s'intéresse à l'ensemble de ces rapports, avec tout leur poids de réalité socio-historique : ceux qui se nouent dans le champ politique (au sens étroit du terme), le champ social et le champ économique. L'histoire l'atteste : à la fin du siècle des Lumières, la morale ainsi entendue est intervenue dans la politique (au sens large) pour lui imposer ses fins à travers le

droit, comme en 1789 avec la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen affirmant l'égalité liberté juridique de tous les hommes. Or, ce n'est pas là un constat, mais la proclamation d'une exigence – celle de traiter les hommes comme libres et égaux en droits –, qu'il faut bien dire morale et qui a contribué à instaurer la République. De même, l'histoire du mouvement ouvrier, tout au long des 19<sup>e</sup> et 20<sup>e</sup> siècles, a été celle de conquêtes sociales qui ont fait sauter les limites de classe de la Déclaration de 1789, au point de déboucher sur la riche Déclaration de 1948 où l'universalité des droits humains est revendiquée dans tous les aspects concrets de l'existence (santé, travail, culture, etc.). Ce ne sont point là seulement des acquis précieux sur le plan de l'intérêt matériel : concernant tous les hommes et se préoccupant de leur épanouissement comme de leur dignité, ils ont incontestablement une teneur normative d'essence morale.

Restent alors les rapports économiques. On aura compris qu'ils entrent eux aussi dans le champ de la morale alors qu'on voudrait cyniquement les en exclure. Plus précisément, quand on lit Marx avec attention et en allant au-delà de la condamnation qu'il a pu faire d'une morale abstraite dont il a dénoncé

l'impuissance, on s'aperçoit que son analyse critique du capitalisme n'est pas seulement fondée sur un examen scientifique de ses contradictions objectives, mais habitée par une indignation morale devant ses effets humains – sans quoi elle ne serait pas critique : on ne peut critiquer le réel sur une base exclusivement scientifique, toute critique supposant des valeurs que la science ne peut fournir. Et ce sont bien l'Universel, le respect de la personne humaine et la promotion de l'autonomie individuelle qui fondent sa critique : le rapport d'exploitation ne peut être universalisé – pour qu'il ait des exploités, il faut des exploités ! –, il instrumentalise le travailleur en le réduisant à un facteur de profit et, enfin, il nie son autonomie en le rendant dépendant de cette « puissance sociale » qu'est le Capital. La politique que Marx nous propose alors, inscrite dans le projet communiste, est donc aussi une politique morale, et il l'a avoué dans sa jeunesse en se réclamant de « l'impératif catégorique de renverser tous les rapports sociaux qui font de l'homme un être humilié, asservi, abandonné, méprisable ». Cet impératif, indissolublement moral et politique, magnifiquement formulé, est hélas toujours d'actualité. ■



# AGENDA

## SPORT. //// FILM ET CONFÉRENCES

➔ **1<sup>er</sup> ET 2 OCTOBRE**

**GARDANNE (Bouches-du-Rhône) à la médiathèque**

➔ Troisième édition des Rencontres de l'association Provence, Mémoire et Monde ouvrier (Promemo), consacrée aux rapports entre « le monde ouvrier et les pratiques sportives », Au programme, la projection du film de Jean-Christophe Rosé Onze footballeurs en or, et une journée de conférences autour de sujets tels que « le sport populaire et socialiste en France et en Italie entre 1914 et la fin des années 50 », « le football, l'argent et le socialisme ». Programme complet : <http://biosoc.univ-paris1.fr/spip.php?article312> Maitron.org ; Rens. : 04-42-69-85-43).

## PALESTINE. //// RENCONTRE

➔ **JEUDI 7 OCTOBRE À 19H**

**AUBERVILLIERS à la librairie Les Mots passants, 2, rue du Moutier**

➔ Rencontre avec Alain Gresh à l'occasion de la parution de son livre *De quoi la Palestine est-elle le nom ? (Les Liens qui libèrent, Paris, septembre 2010)*.

## SANTÉ. //// CONFÉRENCE

➔ **JEUDI 14 OCTOBRE, À PARTIR DE 20 H**

**DOUAI - salle Robert de Douai (salles d'Anchin), rue Fortier.**

➔ Le Cercle de Réflexions Alternatives du Nord/Pas-de-Calais (CRÉA) propose une conférence sur le thème : « l'hôpital malade de la rentabilité ». Débat introduit et animé par le professeur André Grimaldi, diabétologue à l'hôpital de la Pitié-Salpêtrière à Paris. (Contact et renseignements : Jean-Claude Sellier, [jclaudesellier@aol.com](mailto:jclaudesellier@aol.com) ; <http://crea-douai.over-blog.com/blog> du CRÉA).

## PROTECTION SOCIALE. //// FORUM INITIATIVE NATIONALE

➔ **JEUDI 14 OCTOBRE**

**MARSEILLE (lieu à définir voir [www.pcf.fr](http://www.pcf.fr))**

## ÉDUCATION. //// TABLE-RONDE

➔ **VENDREDI 15 OCTOBRE, DE 15H30 À 18H**

**LILLE-ARMENTIÈRES à l'EPSM de Lille-Armentières,**

➔ organisée par le mouvement Culture et Liberté, dans le cadre de son congrès et de son 40e anniversaire. Son objet : examiner les méthodes et pratiques de transformation de la société qui existent, et esquisser des pistes nouvelles, afin de les proposer dans le cadre des initiatives de l'Éducation Populaire. (Informations : <http://www.culture-et-liberte.asso.fr/> ; Contact : Alexandra Maheas au 01-47-70-37-50 ou [infocom@culture-et-liberte.asso.fr](mailto:infocom@culture-et-liberte.asso.fr)).

## LE TRAVAIL, UNE REVALORISATION INDISPENSABLE

➔ **SAMEDI 16 OCTOBRE**

**PARIS**

**Espace Niemeyer, 2 place du Colonel Fabien - 19<sup>e</sup> M<sup>o</sup> Colonel Fabien**

➔ Journée co-organisée par le secteur Formation du PCF et Espaces Marx

## RENCONTRE DU PROJET

➔ **26-27-28 NOVEMBRE**

**PARIS**

**Espace Niemeyer, 2 place du Colonel Fabien M<sup>o</sup> Colonel Fabien - 19<sup>e</sup>**

➔ Cette rencontre nationale qui réunira des militants-e-s et des élu-e-s communistes, des intellectuel-le-s, des acteurs et actrices du mouvement social et associatif, permettra d'engager les réflexions et la construction d'un projet partagé, qui vise à répondre aux problèmes de la société, aux espérances populaires, en rupture avec les logiques libérales, utile à toute la gauche, un projet pour la France, européen et internationaliste.

## LES DROITS DES FEMMES EN EUROPE :

**Assemblée «EI-FEM» //// DÉBAT**

➔ **3 DÉCEMBRE**

**PARIS**

**Siège national du PCF 2 place du Colonel Fabien - 19<sup>e</sup> M<sup>o</sup> Colonel Fabien**

➔ Rencontre organisée avec le PGE (Parti de la Gauche Européenne)

Dans cet agenda, qui est appelé à s'étoffer, vous trouverez des événements contribuant au mouvement de la pensée. Vos propositions sur : [projet@pcf.fr](mailto:projet@pcf.fr)



# APPEL À COMPÉTENCE

« Beaucoup mettent de l'énergie à résister , il en faut tout autant qui se mêlent du débat politique ! »  
 Pierre Laurent, secrétaire national du PCF a invité ainsi, l'ensemble des forces sociales , syndicales, associatives, à investir le débat d'idées et à participer à la construction d'une véritable alternative politique à gauche.

**Il s'agit d'ouvrir des espaces de travail par réseaux thématiques dans tout le pays.**

Nous voulons nous appuyer sur l'expertise professionnelle, citoyenne et sociale de chacune et chacun, en mettant à contribution toutes les intelligences et les compétences.

**La «revue du projet»est un outil au service de cette ambition.**

Vous souhaitez apporter votre contribution? Vous avez des idées, des suggestions, des critiques ? Vous voulez participer à un groupe de travail en partageant votre savoir et vos capacités avec d'autres ?

**LAISSEZ-NOUS VOS COORDONNÉES, NOUS PRENDRONS RAPIDEMENT CONTACT AVEC VOUS.**

Nom : .....Prénom.....

Adresse:.....

Portable .....Email .....

Profession.....

centre d'intérêt ou de compétence.....

Vous connaître nous intéresse, contactez-nous à l'adresse suivante : [projet@pcf.fr](mailto:projet@pcf.fr)

## LES RESPONSABLES THÉMATIQUES



**Patrice Bessac**  
Responsable national du Projet  
projet@pcf.fr



**Stéphane Bonnery**  
Formation/Savoirs, éducation  
recherche  
stephane.bonnery@wanadoo.fr



**Nicolas Bonnet**  
Sport  
nbonnet@pcf.fr



**Hervé Bramy**  
Ecologie  
hbramycg93@wanadoo.fr



**Ian Brossat**  
Sécurité  
ian.brossat@paris.fr



**Laurence Cohen**  
Droits des femmes/Féminisme  
cohenperdrix@gmail.com



**Xavier Compain**  
Agriculture/Pêche  
jyoudom@pcf.fr  
ssimonin@pcf.fr



**Olivier Dartigolles**  
Europe  
odartigolles@pcf.fr



**Yves Dimicoli**  
Economie Finances  
ydimicoli@pcf.fr



**Jacques Fath**  
Relations internationales,  
paix et désarmement  
jfath@pcf.fr



**Olivier Gebhurer**  
Enseignement supérieur  
et recherches  
olivier.gebhurer@wanadoo.fr



**Jean-Luc Gibelin**  
Santé Protection sociale  
jean-luc.gibelin@orange.fr



**Isabelle De Almeida**  
Jeunesse  
isabelle.dealmeida@numericble.fr



**Fabienne Haloui**  
Lutte contre racisme,  
antisémitisme et discriminations  
fabienne.haloui@orange.fr



**Alain Hayot**  
Culture  
ahayot@pcf.fr ou  
ahayot@regionpaca.fr



**Valérie Goncalves**  
Energie  
val.goncalves@free.fr



**Jean-Louis Le Moing**  
Dom-tom  
jllemoing@pcf.fr



**Danièle Lebaïl**  
Services Publics et solidarités  
d.lebaïlcoquet@wanadoo.fr



**Isabelle Lorand**  
Libertés et droits de la personne  
liberte@pcf.fr



**Sylvie Mayer**  
Economie sociale et solidaire  
mayersy@wanadoo.fr



**Catherine Peyge**  
Droit à la ville, logement  
catherine.peyge@ville-bobigny.fr



**Gérard Mazet**  
Transports  
gmazet@pcf.fr



**Eliane Assassi**  
Quartiers populaires et libertés  
elianeassassi.contact@gmail.com



**Richard Sanchez**  
LGBT  
rsanche@pcf.fr



**Véronique Sandoval**  
Travail  
vsandoval@espaces-marx.org



**Jean-François Téaldi**  
Droit à l'information  
jean-francois.tealdi@france3.fr



**Nicole Borvo**  
Institutions, démocratie, justice  
m.dagorn@assistants.senateurs.fr



**Jean-Marc Coppola**  
Réforme des collectivités locales  
jmcoppola@regionpaca.fr



**Jérôme Relinger**  
Révolution numérique  
et société de la connaissance  
jrelinger@pcf.fr

Liste publiée dans *CommunisteS*  
du 22 septembre 2010

## L'ÉQUIPE DE LA REVUE



**Patrice Bessac**  
Responsable  
de la Revue



**Cécile Jacquet**  
Secrétaire  
générale



**Jean-Marie Doussin**  
Collaborateur



**Noëlle Mansoux**  
Secrétaire  
de rédaction



**Gérard Streiff**  
Combat d'idées



**Marine Roussillon**  
Pages critiques



**Alain Vermeersch**  
Revue de livres



**Frédo Coyère**  
Maquette et  
graphisme

**COMITÉ DU PROJET ÉLU AU CONSEIL NATIONAL DU 9 SEPTEMBRE 2010** : Patrice Bessac - responsable ; Patrick Le Hyaric ; Francis Wurtz ; Michel Laurent ; Patrice Cohen-Seat ; Isabelle Lorand ; Laurence Cohen ; Catherine Peyge ; Marine Roussillon ; Nicole Borvo ; Alain Hayot ; Yves Dimicoli ; Alain Obadia ; Daniel Cirera ; André Chassaingne.